

NON à la GUERRE

LA FACE MILITAIRE DE LA MONDIALISATION

- ☐ L'impérialisme US, 100 ans de massacres,
par des socialistes américains LE TERRORISME, MYTHE ET RÉALITÉ
L'Islam, n'est pas un ennemi APARTHEID PALESTINIEN
- ☐ Les finances et le capitalisme,
par Michel Husson

Page 3

Editorial « Non à la guerre »

Pages 4-6

Ce premier numéro de notre revue apparaît alors que le monde vit des crises successives. Les manifestations contre le sommet des G8 à Gênes en juillet dernier ont bouleversé l'Europe. La répression d'une violence incroyable, qui a causé la mort d'un jeune manifestant et des centaines de blessés, a choqué l'opinion publique et a donné lieu à un grand débat au sein d'ATTAC.

Nicolas Mamarbachi examine le bilan des manifestations à Gênes ainsi que les transformations qu'elles ont amenées dans la gauche italienne et dans le mouvement anticapitaliste.

Pages 7-9

L'attentat du 11 septembre à New York a été dénoncé par toutes les forces de gauche. Mais notre dénonciation de ces attentats ne signifie pas pour autant que nous nous allions avec George Bush, Jacques Chirac et l'impérialisme occidental. Encore moins que nous voulons participer à une nouvelle croisade contre l'Islamisme.

Hassan Berber dissèque les stratégies de l'impérialisme occidental et souligne la nécessité d'analyses claires chez ceux qui s'opposent à la logique de guerre.

Pages 10-12

Les bombes qui tombent sur l'Afghanistan ne sont que le dernier exemple de la domination militaire, politique et économique du monde par les Etats Unis.

Lance Selfa, membre de l'*International Socialist Organisation* trace l'histoire de l'impérialisme de son pays.

Pages 13-16

Nos gouvernements appellent l'ensemble de la population à les soutenir dans la lutte contre le terrorisme. Même le PCF en France fait écho à cet appel. Quelle est l'expérience historique du terrorisme ? Et pourquoi devons-nous rejeter le terrorisme sans rejoindre l'union sacrée ? **Bertrand Lazard-Peillon** explique.

Pages 17-19

La question de l'islam politique est une des plus confuses dans le débat politique actuel. L'intégrisme musulman est en passe de reprendre le rôle d'épouvantail joué autrefois par le « communisme » russe. Comment comprendre les vrais enjeux de l'islamisme politique ?

Pages 20-25

Le thème qui a permis à ATTAC de mobiliser des milliers de personnes dans un nouveau type d'organisation est celui de la domination de l'économie par les financiers.

Michel Husson, membre de la Ligue communiste révolutionnaire et du Conseil scientifique d'Attac, analyse le rôle de la grande finance dans le capitalisme aujourd'hui. Nous le remercions vivement de sa contribution.

Pages 26-27

Au moment où nous écrivons, un an est passé depuis le début de la nouvelle intifada palestinienne. Des centaines de jeunes ont été tués.

Bruno Beschon présente un nouveau livre de Marwan Bishara, *Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid* qui explique les origines et l'avenir de la révolte.

Contactez-nous

Cette revue vous a-t-elle intéressé (e) ? Si vous avez des propositions ou si vous voulez vous impliquer dans sa publication, dans sa diffusion...

Téléphone : John 06 16 95 09 53.

Courrier électronique
socialisme@hotmail.com

Courrier postal
John Mullen

Poste Restante
18, avenue du Château
94300 Vincennes

Association

Pour faire vivre et pour diffuser cette revue nous nous sommes constitués en association. Vous pouvez adhérer à l'association *Socialisme* en vous acquittant d'une cotisation annuelle. Vous soutiendrez ainsi financièrement, et peut-être également de façon active, notre travail.

Cotisations annuelles

Salariés

200 F

Etudiants lycéens, sans emploi et précaires

100 F

Cotisations de soutien

400 F 500 F 800 F 1 000 F

Chèques à l'ordre de : John Mullen

Agenda militant

☐ Mercredi 24 octobre 19 H
**Assemblée Générale des Comités
Palestine de l'Île de France**

Bourse du travail
salle Jean Jaurès.
3, rue du château d'eau
75010 Paris

☐ 19 au 26 octobre
Assises sur les services public
organisées par ATTAC
Lyon

☐ Vendredi 26 octobre 19 H
**Assemblée Générale de la revue
Socialisme.**

Université de la Sorbonne
17, rue de la Sorbonne
75005 Paris

salle D663
galerie Claude Bernard.

☐ Samedi 3, dimanche 4 novembre
Assemblée générale d'Attac
Tours

(ouverte à tous les membres)

☐ Vendredi 9-mardi 13 novembre
Sommet de l'OMC (Qatar)

Manifestations un peu partout dans le monde

☐ 10 novembre : grandes manifestations de rue.

☐ 14-15-16 décembre

Sommet de l'Union européenne à Bruxelles

Contre sommet prévu avec manifestations de rue à Bruxelles.

VENEZ DÉBATTRE AVEC NOUS

La revue *Socialisme* organise des réunions mensuelles autour des thèmes abordés dans la revue.

■ Prochaine

26 octobre 2001 à 19h à

Université de la Sorbonne

salle D663, galerie Claude Bernard

■ Par la suite, les réunions auront lieu le premier vendredi de chaque mois.

Pour toute information appeler John 06 16 95 09 53

VOTRE AVIS NOUS INTÉRESSE !

Vous voulez réagir à un des articles ou donner votre avis sur un thème d'actualité. N'hésitez pas à nous écrire. Nous voudrions mettre en place le plus vite possible une rubrique courrier, écrire à

JOHN MULLEN

POSTE RESTANTE

18, AVENUE DU CHÂTEAU

94300 VINCENNES

Bouclage

Date de bouclage du numéro 2 de *Socialisme*, - le 3 janvier 2002

Date limite pour la remise des articles 15 décembre 2001

Les articles doivent être remis à la fois sur papier et sur disquette PC (format texte RTF), ou en fichier joint RTF par courrier électronique.

Ours

Comité d'organisation de la revue :

Bertrand Lazard-Peillon, Jean Peltier, Stéphane Lanchon, John Mullen, Hassan Berber, Alexandre Mamarbachi

Maquette : Jérôme Morange

Rédacteur en chef : Hassan Berber

Responsable de la publication John Mullen

Numéro de commission paritaire en cours

Je voudrais adhérer à l'association *Socialisme*, je vous envoie un chèque de : salarié(e)s 200F ; étudiants/chômeurs 100F, adhésion soutien 400 F /500 F/800 F/1 000 F (rayez les mentions inutiles). Je voudrais m'abonner à la revue. Je vous envoie un chèque de 60 F (les 4 numéros)

Nom _____

prénom _____

Adresse _____

Courrier électronique _____

Téléphone _____

Non à la guerre !



À l'heure où nous bouclons, les missiles occidentaux, qu'on prétend de précision, ont commencé à massacrer les Afghans. La barbarie impérialiste, après la dispersion du brouillard lâché par les machines de propagande gouvernementales, apparaîtra bientôt dans toute son horreur. Il faut s'opposer de toutes ses forces à ce qui constitue bien une aventure totalement irresponsable et meurtrière.

« Socialisme ou barbarie » : telle était l'alternative annoncée par la grande révolutionnaire Rosa Luxembourg au début du XXe siècle. L'alternative est plus que jamais d'actualité. Le système capitaliste nous plonge doucement mais sûrement dans la barbarie.

Le nom même de la revue que nous lançons avec ce premier numéro, *Socialisme*, indique le sens de notre combat. Nous pensons que celui-ci nécessitera une lutte anticapitaliste qui sache mener jusqu'à la révolution. C'est ce qui explique le sous-titre de cette revue.

Le monde n'a pas changé de nature le 11 septembre 2001. La violence étatique (et la violence terroriste qu'elle suscite) est une constante de l'histoire du système capitaliste. Ce qui s'est passé à New York et à Washington a confirmé de façon particulièrement spectaculaire et dramatique ce que nous savions depuis quelques années, que l'Histoire n'a pas pris fin avec la chute du « communisme » (comme prédisaient certains « experts »).

Nous reprenons entièrement à notre compte le texte que Attac a publié le 20

septembre dernier : « *Non, les attentats terroristes ne relèvent pas d'un 'choc de civilisations qui opposerait 'l'Islam' à 'l'Occident' [...] Les sociétés, au contraire, sont diverses, souvent multiculturelles et, surtout, elles subissent la domination d'un capitalisme de plus en débridé n'ayant que le profit égoïste de quelques-uns pour moteur, créateur d'inégalités sociales et plongeant les trois-cinquièmes de l'humanité dans la misère. C'est dans cette oppression et dans les conflits volontairement non résolus qu'il faut chercher l'ancrage du fanatisme et de la haine.* »

Le fanatisme et la haine, c'est aussi ce que nous voyons en Occident avec la « croisade » que mène la coalition occidentale contre les peuples pauvres.

La guerre contre l'Afghanistan (et probablement contre l'Irak, voire la Somalie) agira sur les consciences et met les militants anticapitalistes devant leurs responsabilités. Comme a écrit Christophe Aguiton : « *Le développement du mouvement sur le plan mondial, comme celui des luttes sociales et démocratiques, permet d'offrir un autre cadre de réponses que les replis nationalistes, intégristes ou réactionnaires. Ainsi, en France, le développement des luttes, dans les années 1990, a précipité la crise et le déclin du Front national qui s'appuyait sur les couches populaires frappées par la crise économique. Les attentats du 11 septembre ne peuvent que renforcer notre conviction de l'importance et de l'urgence de développer ce mouvement mondial, démocratique et non violent, qui est seul à pouvoir porter des alternatives globales à la mondialisation libérale.* »

C'est le sens que nous voulons donner au lancement de la revue *Socialisme*. Elle se veut un élément dans le développement de ce mouvement. Les militants qui la soutiennent sont partie prenante de la construction d'Attac au niveau local. Mais nous voulons également agir comme un catalyseur capable de confronter les analyses et expériences du mouvement, de Seattle à Gênes, avec celle du mouvement syndical, des travailleurs en lutte contre les licenciements, des mouvements « citoyens » du type « Motivé(e)s », des mouvements civiques comme ceux des « sans papiers », des chômeurs et des « sans logement », des organisations antiracistes et des partis politiques de la gauche et de l'extrême gauche.

Ce premier numéro donne une idée de nos ambitions. La lutte contre la guerre y prend évidemment une grande place : analyse des enjeux de ce conflit, de l'histoire de l'impérialisme américain, de l'aspect financier du système capitaliste, réfutation des arguments contre une prétendue menace « islamiste », etc. Nous tentons de faire le lien entre ces événements et le mouvement anticapitaliste (leçons de Gênes), le combat pour la justice en Palestine.

La tâche que nous nous sommes imposés est loin d'être facile. Il nous faut une revue qui deviendra un lieu où l'on peut développer des analyses de la période, confronter nos idées, débattre fraternellement de nos différences. Nous ne fuirons pas la difficulté en nous réfugiant derrière des formules.

Socialisme n'est pas l'organe d'un parti. Ceux qui y écrivent et la soutiennent ont des appartenances politiques diverses, voire pas du tout. Mais elle veut contribuer à créer les conditions de la création d'un grand parti socialiste révolutionnaire nécessaire.

Nous publierons des articles de fond qui seront accessibles aux lecteurs inexpérimentés et tournés vers la question : « Que faire ? ». Nous dirons ce que nous pensons, en évitant les paraphrases.

Nous croyons en la nécessité de détruire le système capitaliste et non de le « dépasser. » Nous n'aurons pas peur d'appeler Sharon un criminel de guerre et Bush un bourreau (comme nous n'avons pas hésité à appeler Le Pen un nazi). Ni de critiquer la politique pro capitaliste et pro impérialiste du gouvernement « socialiste » français sous prétexte de la nécessité de créer un front large.

Nous ne nous contenterons pas non plus de commenter la réalité. Nous pensons en effet que le but de toute réflexion politique doit être de transformer le monde (comme disait Marx au sujet de la philosophie). C'est pourquoi nous créons une association à laquelle nous invitons nos lecteurs à adhérer, en nous soutenant financièrement mais également en s'engageant à vendre la revue autour d'eux et à participer aux réunions que nous organisons. Nous voulons également que ceux qui nous soutiennent participent activement à la construction d'un groupe local d'Attac, d'un syndicat de travailleurs ou étudiant, d'un comité unitaire pour la paix ou antiraciste. C'est en confrontant nos analyses avec l'expérience des militants les plus diverses sur le terrain que nous pouvons contribuer à mettre en application le beau mot d'ordre du mouvement anticapitaliste : « *Un autre monde est possible* »

Après Gênes

Nicolas Mamarbachi

Pour la réunion du G8 (les sept pays les plus industrialisés plus la Russie) du 19 au 21 juillet 2001 à Gênes, les autorités italiennes avaient mis en place un dispositif sécuritaire impressionnant. Un grillage de quatre kilomètres de long scindait la ville en deux. Vingt mille policiers et militaires avaient été mobilisés. Les manifestations se sont néanmoins tenues trois jours durant, dans une atmosphère tendue mais festive. Ces mobilisations, les plus imposantes depuis la naissance du mouvement anticapitaliste, ont constitué un tournant.

Italie explosive

Depuis Seattle en novembre 1999, presque chaque mobilisation a marqué une étape importante du mouvement. A Gênes, l'intervention massive de la population locale a fait basculer le rapport de force en notre faveur.

en 1994, son gouvernement attaque les retraites. Une grève générale éclate. Elle débouche sur la plus grande manifestation de l'histoire d'Italie. Un million et demi de personnes manifestent à Rome. Il est forcé de démissionner : son gouvernement n'aura duré que huit mois. Les gouvernements qui se succèdent ensuite remettent systématiquement en cause les acquis sociaux les uns après les autres. L'éducation, la santé, les médias sont en voie de privatisation.

Le retour de Berlusconi n'arrange pas les choses. Son programme ultra-libéral est emprunté à la *Confindustria*, l'organisation patronale : abolition des normes de licenciement, remise en cause des retraites, individualisation des salaires, abaissement des charges patronales. C'est en réponse à ces attaques que l'on assiste à une reprise de confiance politique, un élan de combativité, surtout chez les jeunes : travailleurs précaires, étudiants, chômeurs.

L'Italie a connu un véritable bouleversement politique ces dernières années. Les deux partis dominants de l'échiquier politique, la Démocratie chrétienne (DC) à droite, le Parti communiste italien (PCI) à gauche, chacun auparavant hégémonique dans son camp, ont littéralement explosé. A droite a surgi une multitude forces politiques, tandis qu'à gauche une fraction de l'ancien PCI formait le Parti de la refondation communiste. Aux marges de ce dernier a émergé une myriade d'organisations et d'associations : la *Rete*

Lilliput, fédération qui regroupe 585 associations pacifistes, catholiques, écologistes; *Arci*, mouvement de promotion sociale, qui regroupe 1,2 millions membres ; les *Tutte bianche*, *Ya Basta*, qui rassemblent les centres sociaux du Nord.

Réseaux

C'est à Gênes que ces groupes ont pu s'organiser autour d'une plate-forme, le GSF (Genoa Social Forum, Forum social de Gênes) qui regroupe 800 associations de toutes sortes, travailler avec des syndicats et des organisations de travailleurs comme les syndicats radicaux COBAS, CUB, les centres sociaux du Sud ainsi que le Parti de

la refondation communiste. « 80 % des personnes présentes avaient moins de 30 ans. [...] Agnoletto [un des porte-parole du GSF] a annoncé que le GSF va se constituer en forum social, explique Fausto Bertinotti, secrétaire du parti. Ce mouvement des mouvements se dote donc d'institutions, comme tous les mouvements importants. Je pense que ce mouvement pose aux forces de la gauche alternative, les seules qui peuvent dialoguer avec lui, un problème politique gigantesque, celui de la transformation des sujets de la gauche alternative et de la gauche sociale, de l'irruption de cette génération sur la scène politique organisée. ¹ »

Des sections du premier syndicat italien, la CGIL, dont la FIOM, la puissante fédération des métallurgistes, en lutte contre les patrons se sont rapproché du GSF. « *Il y a un lien très étroit entre les conditions de travail des métallos - et en général de l'ensemble du salariat - et la lutte contre cette globalisation*, argumente Claudio Sabattini, secrétaire général de la FIOM [...] *Dans les usines, les jeunes qui arrivent [...] commencent à se battre avec nous, pour obtenir de meilleures conditions de travail et contre la globalisation capitaliste.* ² »

Mouvement anticapitaliste

L'ampleur de Gênes a fortement surpris. Elle a pris de court le G8 qui s'est trouvé en état de siège. Même Chirac, dans un élan de démagogie mais aussi d'inquiétude, du affirmer : « *150 000 personnes ne se dérangent pas s'il n'y a pas quelque chose qui leur a mobilisé le cœur ou l'esprit.* ³ »

Les gens au pouvoir voient donc émerger un phénomène qu'ils redoutent plus que tout : un mouvement populaire qui s'est construit d'une impulsion spontanée vers l'unité contre la dictature des marchés. Il a su surmonter les barrières nationales, culturelles, idéologiques. A Gênes, ont défilé ensemble des étudiantes turques, des ouvriers allemands, des paysans français et des conducteurs de bus irlandais.

Le mouvement porte donc en lui la parole de millions de gens. Un sondage publié dans *Le Monde* du 18 juillet illustre cet engouement : 1 % seulement des sondés pensent que la mondialisation profite à tout le monde, plus des trois-quarts pensent qu'elle ne bénéficie qu'aux riches.

Comme le remarque très justement Pierre Khalfa, membre du Bureau national d'ATTAC : « *ces mobilisations ne sont que la pointe avancée de l'évolution globale des opinions publiques, au moins dans les pays capitalistes développés. Non seulement ces mouvements gagnent en force, mais ils rentrent en résonance avec les préoccupations de secteurs de plus en plus importants des populations.* »



Il faut retourner sur le contexte politique et social de l'Italie. En mai 2001, Silvio Berlusconi arrive au pouvoir grâce à la déception immense que la « gauche » italienne a créé et grâce à un populisme semi-mafieux utilisant les grands médias dont il est propriétaire. Son gouvernement, flanqué d'un parti post-fasciste, l'Alliance nationale et d'un parti raciste, la Ligue du Nord, est alors perçu comme une provocation. La révolte se propage. Déjà, avant les élections, le 17 mars à Naples, une manifestation de masse avait été sévèrement réprimée.

Mais Berlusconi est dans la ligne de mire des italiens depuis déjà un certain temps :

Cette popularité a amené le développement d'une foule de médias indépendants, de journalistes et de personnalités acquis à la cause. Ainsi, plus de 150 journalistes indépendants, le plus souvent liés au réseau *Indymédia*, et près de 25 équipes de tournage dirigées par des cinéastes italiens très connus (dont Ettore Scola) ont couvert les manifestations de Gênes. On voit donc un mouvement échapper largement au pouvoir et à ses moyens de contrôle traditionnels.

Les luttes des travailleurs pour de meilleures conditions d'existence sont, dans leur grande majorité, plus ou moins bien maîtrisées en grande partie grâce à la modération des directions et bureaucraties syndicales. Souvent les dirigeants syndicaux se contentent de petites concessions pour calmer le jeu. En mai 68 en France, les bureaucraties usèrent de leur influence pour faire reprendre le travail dans les usines et séparer étudiants radicalisés des travailleurs.

Les luttes anticapitalistes échappent en partie à cette logique. D'une part, les revendications avancées touchent le système dans sa globalité. Elles sont basées sur ce qui produit la misère : le libéralisme, le capitalisme, la loi du marché. Les concessions sont bien plus difficiles à accorder. D'autre part, la nouveauté du mouvement et les luttes qu'il mène font que ce « réseau des réseaux » n'est pas parasité par une bureaucratie qui serait en partie coupée de sa base. Cet aspect est renforcé par la méfiance réciproque qui existe entre le mouvement et les appareils syndicaux. Tout cela contribue à la perte de légitimité du pouvoir, d'où la tentation répressive.

Stratégie de la tension

Les différentes manifestations contre la mondialisation libérale ont subi une répression accrue. Certaines ont été faibles numériquement : 15 000 à Prague, 15 000 à Göteborg, 20 000 à Barcelone. Les manœuvres de marginalisation et criminalisation du mouvement (pointer du doigt les « anarchistes casseurs de vitrines ») ont été plus aisées. Ainsi, à Göteborg, la population locale a offert des fleurs aux policiers pour les avoir défendus, alors que cette même police s'acharnait aveuglément à



coups de matraque et tirait à balles réelles. A Prague, les centaines de manifestants raflés, battus, les pha-

langes brisées, n'avaient rencontré aucun écho dans la presse.

Mais d'autres mobilisations importantes, à Québec où 80 000 ont défilé, et à Seattle auparavant, ces manœuvres étaient déjà plus difficiles. A Gênes, cette stratégie a complètement échoué. L'ampleur de la mobilisation a surpris l'Etat italien. L'intensité de la répression et l'indignation qu'elle a suscité n'ont pas permis d'occulter les faits.



La politique du gouvernement Berlusconi a été de sortir du placard une recette des années soixante-dix : la stratégie de la tension. Elle avait consisté à utiliser des attentats organisés par l'extrême droite fasciste et des loges maçonniques afin de justifier une escalade massive de la répression et des lois d'exception. Ils semaient la terreur en posant des bombes, en procédant à des assassinats. Des agents des services secrets mêlés à des groupes fascistes tentaient d'infiltrer les milieux contestataires marginaux de gauche. Puis les médias pointaient du doigt des groupes d'extrême-gauche « dangereux ». Cette technique visait à affaiblir les luttes en créant un climat de peur et de confusion.

Trente ans plus tard, c'est un peu de la même soupe qu'on a voulu nous abreuver : des bombes ont explosé, envoyant un policier à l'hôpital. Les alertes à la bombe et les perquisitions se sont multipliées. En l'espace d'une semaine, les accords de Schengen ont été suspendus aux frontières, la ville de Gênes a presque entièrement été vidée de ses 900 000 habitants.

Une répression féroce...

« Un troupeau de taureaux en uniforme s'est rué sur moi. Ils m'ont tapé comme des malades. Je ne me souviens pas combien de coups j'ai dû encaisser. Ils ne disaient rien. Ils me rouaient de coups mécaniquement, comme s'ils avaient été hypnotisés. Ils m'ont pulvérisé du liquide urticant sur le visage. A un certain moment, je suis tombé par terre, mais je n'ai pas perdu connaissance. J'avais vraiment très très peur » (Stefano Palmisano, avocat)⁴.

« Il a eu un traumatisme crânien, deux doigts cassés et est resté trois jours sans pouvoir prononcer le moindre mot » raconte l'ami d'un jeune de 19 ans qui a passé trois jours dans la caserne Bolzaneto.⁵

« Je revendique au nom du gouvernement le fait que la ligne de fermeté envers les [manifestants] violents était l'unique ligne qu'un gouvernement sérieux pouvait assumer au moment où il accueillait les grands de cette Terre », a estimé le vice-président du Conseil, Gianfranco Fini, chef du parti post-fasciste, Alliance Nationale⁶. L'Etat italien s'est employé à museler toute forme de contestation, à élaborer minutieusement un véritable massacre. Comme le souligne Stefano Palmisano : « Plutôt que « forces de l'ordre », je parlerais de « bandits en uniforme ». J'ai lu dans certains journaux que ces policiers auraient été dépassés par la nervosité accumulée pendant les jours précédents. Il n'y a rien de plus faux. Ce que nous avons vu à l'œuvre à Gênes, c'était une répression étudiée calmement dans un bureau et qui contenait un message précis.⁷ » Tout le monde a été touché, sans distinction d'âge ou de sexe, des manifestants en colère aux simples badauds.

... mais ciblée

La police s'est attaquée aux manifestants en divisant littéralement la manifestation et en organisant de véritables guet-apens. Le témoignage du photographe Bruno Abile décrit comment, vendredi la police attira et piégea un groupe de manifestants dont feu Carlo Giuliani. « L'attitude des flics est étrange : après avoir reculé en formation sur 10 mètres, ils tournent les talons, fuyant n'importe comment. Surpris, une poignée de manifestants leur emboîte le pas.⁸ » Des preuves indiquent que la police a infiltré un grand nombre d'associations et de cortèges, provoquant volontairement ses collègues en uniforme pour justifier un assaut et des coups ; qu'elle a laissé des centaines de personnes dévaster la ville et qu'elle en profitait pour tabasser les plus faibles.

Dans la nuit de samedi à dimanche, la police s'est attaquée aux bureaux du GSF, dans le centre médiatique indépendant. Elle a détruit tout le matériel compromettant : vidéos, cassettes, ordinateurs. Elle a procédé à un véritable passage à tabac, envoyant plus de 60 personnes à l'hôpital et embarquant les autres. Rudy, un responsable de la CNT, petite confédération anarcho-syndicaliste, est allé visiter l'école après le déluge : « Sur un radiateur, une trace de sang énorme, plus loin des stylos bic flottaient dans une mare ensanglantée. Dans les escaliers, des traînées de sang sur plusieurs mètres, une planche de bois plongée dans une autre flaque de sang, le sang dégoulinant du mur. Au premier étage tout était dévasté, une personne avait visiblement été projetée contre une vitre cassée et maculée de sang, sur le sol : des mouchoirs ensanglantés, une mare de sang pas encore séchée d'au moins un centimètre d'épaisseur. »

Apeurer, diviser

Berlusconi voulait diviser le mouvement en suscitant une peur panique ; par la tension, pousser au découragement les franges pacifistes et inciter les autres à en découdre. Autrement dit, il voulait créer une division en touchant un point sensible : la question de la santé physique des manifestants. Ensuite réprimer. Et face à une telle injustice, certains ne trouvent que la force pour calmer leur colère. L'objectif était de culpabiliser et de démoraliser les contestataires (c'est ce que l'on ressent devant un tel degré de violence : de voir son ami ou son voisin se faire taper sans pouvoir intervenir ou d'avoir laissé quelqu'un s'éloigner et se faire piéger).



« Voici les criminels identifiés par da Scajola » (ministre de l'Intérieur)

Dans certains cas, cette technique a produit l'effet escompté : l'association anglaise *Drop The Debt*, à l'annonce de la mort de Carlo, s'est retirée de la mobilisation. Susan Georges, vice-présidente d'Attac-France, a déclaré qu'elle essayait de ne pas « céder au désespoir. » Elle explique : « *Je ne peux pas, en toute impunité, encourager nos membres à risquer leurs vies au front, à participer à des manifestations où la police piège les gens et tire à balles réelles.* »⁹

Mais, pour l'immense majorité, ce sont des sentiments de colère et de solidarité qui se sont exprimés : 250 rassemblements contre la répression ont eu lieu partout dans le monde. Spontanément, des milliers d'Italiens se sont ralliés à la mobilisation. Des petits villages aux grandes villes, selon les évaluations, 250 000 à 500 000 personnes ont protesté en demandant la démission du ministre de l'intérieur Claudio Scajola, qui, en guise de réponse, s'est empressé de glorifier « *l'admirable professionnalisme des forces de l'ordre* », « *leur dignité et leur efficacité ont été reconnues par tous et ne peuvent être l'objet de critiques.* »¹⁰

Effet boomerang

La répression s'est cette fois-ci retournée contre les commanditaires, comme le boomerang revient à celui qui l'a envoyé. Silvio Berlusconi l'a lui-même reconnu : « *ce qui devait être une grande vitrine pour*

l'Italie s'est transformé en boomerang. »¹¹ L'information est désormais connue : le vice-président du Conseil, Gianfranco Fini, était présent dans les locaux de la préfecture de police à Gênes ; quatre députés d'Alliance nationale, étaient dans la salle opérationnelle des gendarmes.

Dans les jours qui ont suivi, la gauche s'est alignée sur les revendications du GSF, réclamant la démission de Scajola. En plus d'une enquête interne du ministère de l'Intérieur, le gouvernement a été contraint d'accepter la création d'une commission d'enquête parlementaire. On reconnaît maintenant qu'il y a eu des « violences gratuites » et des « interventions discutables » Les 140 policiers responsables du raid à l'école Diaz devaient être convoqués par le parquet de Gênes. De plus, la grande presse nationale a publié les témoignages de victimes et de policiers : « *Je sens encore l'odeur des excréments des personnes arrêtées auxquelles on interdisait d'aller aux toilettes.* » « *On nous apportait les prisonniers déjà massacrés, sanguinolents, en pleurs ou hurlant de douleur. Un jeune étranger avait les testicules brisés par les coups de pied ; je n'avais jamais vu autant de souffrance sur le visage de quelqu'un* », témoigne un inspecteur italien.¹²

Gauche officielle bousculée

Gênes a été pour l'Etat italien un véritable tremblement de terre. Les secousses, elles, se sont propagées partout dans le monde, notamment en France, où elles ont influencé le climat politique. Elles contribueront à en modifier le paysage. Les grands partis essaient de rattraper le coche. Le PS et le PCF voient émerger un mouvement à la popularité croissante, incarné surtout par Attac. « *La mondialisation* », Attac et la Taxe Tobin partent désormais de l'actualité quotidienne. Les déclarations de Vincent Peillon, porte-parole du PS et de Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'Outremer, élogieuses et assez remarquées¹³ sont révélatrices de l'intérêt que porte le gouvernement au mouvement pour une « *autre mondialisation* » Les auteurs demandent au gouvernement de mettre en place, parallèlement à ces mobilisations, « *de nouvelles régulations* » Le mouvement marque l'émergence « *d'une modernité politique réelle* » et d'une « *conscience politique internationale* » dans laquelle les socialistes ont « *à puiser sans frilosité.* » Ils en nient néanmoins les franges radicales : « *personne ne conteste la nécessité pour les grandes puissances de se retrouver afin d'échanger leurs vues* » Leur volonté est de rapprocher la politique d'Attac de celle du gouvernement. Ce dernier, disent-ils, s'est toujours « *engagé dans des combats essentiels* » tels que « *l'an-*

nulation de la dette des pays pauvres » ou « *la lutte contre la criminalité financière.* »

Cela pousse Attac à un éclaircissement des enjeux et à une définition plus précise de ses orientations.

Syndicats attentistes

Les syndicats français restent cependant en majorité absents de la mobilisation. Leurs directions « *appréhendent difficilement une protestation qui ne passe pas par les canaux officiels.* »¹⁴ Ainsi, Nicole Notat, secrétaire confédérale de la CGDT, en minimise l'impact qu'elle qualifie de « *sporadique* », d'« *éphémère* » et réduit le mouvement à de « *l'agitation de groupuscules d'extrême gauche.* »

Pourtant, Gênes a sensiblement changé la donne. L'hebdomadaire de la CGT en a fait sa « *une* » La centrale a appelé ses structures à participer aux manifestations contre la répression. On peut donc s'attendre à une participation plus poussée, surtout si les militants de base de la CGT (dont la majorité partage les préoccupations du mouvement) arrivent à poser le problème au niveau national. Une telle participation est déterminante pour l'avenir du mouvement, qui doit savoir, pour porter ses fruits, s'implanter localement et s'enraciner profondément. Cela signifie une présence active des travailleurs organisés.

L'impact de Gênes a clairement démontré qu'un tel schéma était possible en Europe.

A Bruxelles, les opportunités nécessaires seront réunies pour se lier au mouvement ouvrier, qui appelle à manifester en masse.

1. L'Humanité Hebdo du 4 août 2001.
2. L'Humanité Hebdo du 4 août 2001
3. Le Monde du 22 juillet 2001.
4. L'Humanité du 1 août 2001.
5. Libération du 6 août 2001.
6. L'Humanité du 2 août 2001.
7. Libération du 1er août 2001.
8. Le vrai papier journal, sept. 2001.
9. Socialist Review, septembre 2001.
10. Libération du 24 juillet 2001.
11. Libération du 24 juillet 2001.
12. La Repubblica.
13. Article du Monde du 10 août 2001.
14. Le Monde du 9 août 2001.

Manifestation de masse
13 décembre 2001
Bruxelles

Appelée par les syndicats belges, la CGT, des centaines d'autres organisations et associations

NON A LA GUERRE

Une guerre contre les pauvres et contre les salariés

Hassan Berber

La guerre contre l'Afghanistan, sous couvert de lutte contre le terrorisme, sera une des plus grandes opérations de terrorisme d'Etat depuis la dernière décennie. Elle accentuera l'instabilité d'une région déjà lourdement atteinte par les conflits et les guerres au cours des vingt dernières années.

Nous ne savons pas qui sont les responsables des attentats du 11 septembre 2001 contre le *World Trade Center* à New York. La propagande occidentale sur les responsabilités « prouvées » ne doit pas tromper. Les causes de ces attentats résident avant tout dans la domination brutale et sanginaire des puissances occidentales, américaine en particulier, sur les pays pauvres à l'échelle de la planète. L'impérialisme américain et occidental est responsable de massacres, qu'il est même difficile d'énumérer, pour maintenir les conditions de sa domination et de son exploitation du monde.

La guerre d'Afghanistan, la troisième menée contre ce pays depuis le XXe siècle, pourrait marquer un tournant politique mondial.

Guerre impérialiste

L'objectif annoncé est de renverser le régime des Taliban. On nous affirme que cela sera accompli quasiment en douceur, grâce à l'Alliance du Nord et à des frappes ciblées. Mais c'est le même genre de discours qui avait été tenu lors de l'intervention russe dans ce pays en 1979. L'occupation soviétique dura plus de dix ans. Elle fit des centaines de milliers de victimes civiles. L'économie agraire de ce pays parmi les plus pauvres de la planète fut dévastée. Les troupes russes durent finalement se retirer en 1989.

Aujourd'hui le problème se pose de la même façon, mais dans un pays exsangue, encore plus instable.

La difficulté est considérable d'instaurer le contrôle par une autorité centrale, qui plus est étrangère, d'un pays au relief si heurté, au climat continental si rude, aux diversités ethniques et tribales si grandes. Cela mènera les puissances occidentales à bombarder le pays, avec des frappes présentées comme « chirurgicales », afin de semer la terreur sur les Afghans et sur les peuples qui se solidariseront d'eux.

Coalition dangereuse

Pour réaliser cette opération, une large coalition des puissances occidentales, du Proche Orient et de l'Asie centrale a été nécessaire. Les Etats-Unis doivent obtenir le soutien des grandes puissances occidentales (Grande-Bretagne bien entendu, Allemagne, France, etc.) et de l'Est (en particulier la Russie).

Ils tenteront de redessiner la carte des allégeances, des alliances et des relais de sa puissance dans la région. Ils voudront par la même occasion affirmer, comme ils l'ont fait dans les Balkans en 1999, leur influence voire leur suprématie ici aussi.

Le soutien des différentes puissances leur est globalement acquis parce que chacune a intérêt à ne pas être tenue à l'écart de la grande partie impérialiste qui se joue. Mais chacune a aussi ses visées propres d'influence et de domination. Ainsi, la Russie préfère collaborer pour garder un contrôle même à minima sur le déroulement de la guerre. Elle veut aussi contrer l'influence américaine dans les Etats d'Asie centrale qu'elle garde dans son giron à travers la CEI (Tadjikistan, Turkménistan, Kirghizistan). Elle veut enfin avoir les mains libres pour écraser la résistance tchéchène.

Appétits régionaux, contradictions internes

Les pays relais en Asie centrale et au Proche Orient ont aussi chacun ses propres visées. Le Pakistan ne souhaite pas que l'Alliance du Nord, qui entretient des relations étroites avec l'Inde, son principal adversaire, prenne en main le sort du pays afghan, d'autant plus que cette Alliance a des visées sur une région pachtoune du Pakistan.

Enfin, les Etats de la région qui prêtent la main à l'intervention US ont leurs propres contradictions internes. Ils risquent d'être fortement déstabilisés par leurs oppositions populaires. Au Pakistan comme en Afghanistan, les Pachtonnais représentent l'ethnie majoritaire. La guerre la révoltera des deux côtés de la frontière. La grande stabilité de l'Arabie saoudite, pays très riche, a été atteinte par sa collaboration totale avec les forces militaires américaines lors de la guerre contre l'Irak en 1991. C'est certainement ce qui

explique son refus cette fois-ci de permettre aux troupes américaines d'utiliser pour base arrière son territoire.

L'Afghanistan constitue une véritable poudrière. Le danger est grand qu'une intervention contre ce pays entraîne une réaction en chaîne déstabilisant plus encore toute cette région.

Nous vivons dans un monde impérialiste de plus en plus dangereux. Depuis l'intervention américaine contre l'Irak au début des années 1990, nous avons connu plusieurs autres guerres avec pour résultat un monde encore plus instable et non, comme on nous le promettait, « un nouvel ordre mondial »

L'impérialisme porte la guerre

C'est la nature même du système capitaliste, arrivé à dominer l'ensemble du monde, qui crée les guerres. Ce système repose sur une lutte permanente pour le profit. La concurrence sans fin, souvent appelée par les partisans du système eux-mêmes « guerre économique », est le moteur de sa production. Les capitaux s'affrontent les uns les autres pour la survie et l'expansion permanente.

Le capitalisme moderne a créé des entreprises de taille mondiale, les transnationales, dont les capitaux sont parfois équivalents à ceux d'un ou plusieurs Etats. Elles étendent leurs chaînes de production et leurs réseaux commerciaux sur plusieurs continents.

Elles ont pourtant une base arrière principalement nationale. Leur imbrication avec les Etats nationaux est très forte. Elles en dépendent pour la formation de la main-d'œuvre, son entretien par un système de santé même à minima, pour la gestion du marché du travail, mais aussi pour la recherche fondamentale, la fiscalité et les aides étatiques. Elles en dépendent plus globalement pour assurer les conditions générales d'une poursuite de l'exploitation, tant dans leur Etat qu'à travers le monde.

La concurrence entre grandes firmes transnationales se double et s'appuie sur la concurrence entre grands Etats pour la domination sur les différentes zones de l'économie mondiale. La forme de cette concurrence n'est pas seulement économique, mais s'étend aussi à la compétition stratégique et militaire.

Telles sont les sources des conflits armés dans le capitalisme : la lutte pour le partage et le repartage du monde.

Néolibéralisme et militarisme

La politique néolibérale des Etats traduit principalement deux objectifs. Le premier est de réduire les coûts de reproduction de la main d'œuvre en diminuant les services sociaux qui sont autant de dépenses de salaire indirect. Le deuxième est de pousser plus avant la pénétration des multina-

tionales étroitement liées aux Etats dominants dans tous les pays encore dotés d'une forme ou d'une autre de protection de secteurs étatiques. La libéralisation économique crée le chaos social et va de pair avec le renforcement d'Etat et de l'armée.

Comme le résumait Thomas Friedman dans le *New York Times* du 28 mars 1998:

« Pour que la globalisation puisse fonctionner, l'Amérique ne doit pas craindre d'agir comme la superpuissance qu'elle est. La main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans un poing invisible. McDonald ne peut prospérer sans McDonnell Douglas, concepteur du F 15. Le poing invisible qui maintient un monde sûr pour la technologie de la Silicon Valley s'appelle l'armée US, l'US Air Force, l'US Navy et le corps de Marines. »

Depuis les événements du 11 septembre, nous voyons différentes formes massives d'intervention étatique appaître, malgré le discours ultra-libéral des dirigeants US. Ainsi 15 milliards de dollars ont été débloqués pour soutenir les compagnies aériennes américaines - qui n'ont pas hésité à profiter du climat guerrier pour licencier 110 000 de leurs salariés. En tout, il y a eu plus de 250 000 licenciements en septembre aux Etats-Unis. Quarante milliards de dollars ont été votés tant pour la reconstruction du quartier dévasté de New York que pour les préparatifs de guerre. Le 3 octobre, Bush, lors de sa venue

Bush libérateur des femmes ?

Le président Bush a affirmé que l'un des objectifs de cette guerre serait la libération des femmes afghanes, particulièrement opprimées par les Taliban. Mais venant d'un homme issu de la droite la plus conservatrice et réactionnaire, cette prétention est pour le moins du cynisme. L'une des ses premières décisions en tant que président a été de couper les subventions aux associations américaines travaillant à travers le monde, dès lors qu'elles favorisent la contraception.

Rappelons qu'en 1991, lors de la guerre du Golfe, Bush senior, moins préoccupé que son fils par la condition féminine, a restauré le régime de l'émir du Koweït, où les femmes n'ont pas le droit de vote.

La situation des femmes en Afghanistan semble émouvoir les dirigeants occidentaux depuis le 11 septembre. Mais il existe un autre pays où la condition des femmes est assez similaire : l'Arabie Saoudite. Un grand nombre d'emplois leur sont interdits. Elle peuvent mener des études universitaires mais séparées des hommes ; elles ne peuvent conduire ou voyager seules ; enfin, face à la justice, elles sont inférieures aux hommes.

S'il y a eu en Afghanistan dégradation des conditions de vie des femmes depuis l'arrivée des Taliban, cela concerne essentiellement les femmes des grands centres urbains. Dans les zones rurales du pays, où vit l'écrasante majorité de la population, les femmes vivent recluses ou, dans le " meilleur " des cas, elles peuvent sortir revêtues du tchadri.

Nous sommes évidemment solidaires des femmes en Afghanistan et ailleurs, et nous luttons pour leur émancipation. Mais croire que l'intervention militaire améliorera leur sort est une dangereuse illusion. Pendant dix ans, les bombardements soviétiques ont été menés entre autres au nom de la libération du peuple et des femmes afghanes. Il n'en sera pas autrement pour des bombardements américains.

Les femmes afghanes, comme le peuple de ce pays, ne peuvent compter que sur leurs propres luttes et sur leurs propres forces.

Stéphane Lanchon

dans la ville, a annoncé qu'il présenterait un plan de relance de l'économie au Congrès pour un montant de 60 à 75 milliards de dollars. Ainsi, depuis le 11 septembre, ce sont entre 110 et 130 milliards de dollars qui vont être débloqués, soit la moitié ou plus du budget annuel de l'Etat français. Les responsables américains

déclarent que d'autres dépenses, pour la sécurité et pour la défense, viendront s'ajouter à ces sommes.

La guerre n'est pas une guerre antiterroriste, mais elle vise la poursuite des objectifs d'hégémonie de la puissance américaine. ■

Lutter contre la guerre

Lutter contre le terrorisme ?

Les partis de la gauche plurielle répètent derrière Bush que le problème principal est le terrorisme, par lequel il faut entendre bien entendu celui des petits groupes, Oussama Bin Laden étant désigné au premier chef.

Le terrorisme est avant tout celui des Etats les plus puissants dans ce monde.

Le terrorisme individuel ou de petits groupes plonge ses racines avant tout dans la misère, les inégalités, l'injustice et l'hypocrisie de ce monde dominé par les grandes puissances. Tant que celles-ci exerceront leur dictature directement ou par interposition, par exemple en soutenant des Etats comme Israël, il se trouvera des gens pour réaliser des attentats kamikaze contre ceux qui leur apparaissent responsables de l'oppression. Le thème de la lutte contre le terrorisme a toujours fait partie de l'arsenal des classes dominantes pour réduire les libertés civiles.

Nous ne devons accorder aucun appui à la prétendue " lutte antiterroriste " alors qu'elle est menée par les plus grands terroristes de la planète.

" Ni Bush, Ni Taliban " ?

Ce slogan semble offrir une sorte de troisième voie entre l'impérialisme guerrier et le régime répressif des Taliban. Pourtant, il ne fait que répéter une partie des préjugés de l'idéologie dominante dans les pays où nous vivons. Ce sera aux Afghans, libres de toute domination des grandes puissances ou des puissances moyennes comme le Pakistan, de choisir le gouvernement qu'ils veulent.

Nous vivons au cœur d'une des grandes puissances impérialistes et non en Afghanistan. Les slogans contre les Taliban ne pourront être compris autrement que comme un appui plus ou moins ouvert à la campagne des puissants de ce monde.

La guerre contre les autorités afghanes aura l'effet inverse de celui annoncé. De larges parties de la population agressée soutiendront leur gouvernement qui s'oppose à l'intervention étrangère. L'attaque contre les Taliban sera par conséquent une guerre contre le peuple afghan.

L'appel à une lutte contre les Taliban fait écho à ceux de Bush, Blair et autres dirigeants occidentaux. Il se double la plupart du temps d'une mise en cause des associations musulmanes radicales en France même, sous couvert de " danger intégriste " L'étiquette obscurantiste qu'on leur accolera servira à leur refuser toute solidarité contre la campagne raciste qui est aujourd'hui menée, mais aussi toute possibilité de participer aux protestations contre la guerre en France même.

Nous devons nous opposer en tous points aux dirigeants de nos pays et ne leur concéder aucun droit de mener des " opérations de police internationale "

... / ...

Guerre extérieure et intérieure.

La guerre de la coalition menée par les USA contre l'Afghanistan est celle de titans contre un petit pays parmi les plus pauvres de la planète. La taille de son économie ne représente pas un centième de celle des grandes puissances. Il est même impossible de la mesurer : il n'existe plus de statistique afghane en ce domaine. L'espérance de vie y est inférieure à 45 ans (78 à 81 ans en France), le taux d'illettrisme dépasse 67 % et plus de 5 millions d'Afghans sur les 16 millions que compte la population ne vivent que grâce à des programmes alimentaires mondiaux. Vingt-cinq ans de guerre ont ruiné ce pays et font que presque aucun régime ne sera stable avant longtemps.

Les gouvernements occidentaux mènent en même temps une guerre interne, contre nous, la majorité des salariés en Occident. Les patrons profitent de la situation pour licencier à tour de bras et relever leurs profits. Les budgets militaires sont accrus au détriment des budgets sociaux. On mène une campagne de masse de criminalisation de membre de la communauté musulmane qui se traduit par l'intensification d'un racisme multiforme. Et nos libertés sont menacées lorsqu'on accorde même aux vigiles de sociétés privées le droit de fouiller les coffres des voitures.

Grand potentiel

Deux facteurs élargissent le potentiel de lutte contre cette guerre.

Le premier est tout simplement l'expérience des conflits antérieurs. De la guerre contre l'Irak menée au nom de l'ONU en 1991 et poursuivie par l'embargo contre le peuple irakien depuis, à celle de l'invasion de Panama et de la Somalie, jusqu'à celle menée principalement par les Etats-Unis sous l'étiquette de l'OTAN en 1999 contre la Serbie, les objectifs affirmés n'ont jamais abouti. Le " nouvel ordre mondial " annoncé s'est traduit par un grand désordre fait de plus d'injustices encore. Les grandes puissances multiplient les nouveaux protectorats pour contenir le chaos qu'elles ont engendré. Les chefs de guerre locaux qu'elles ont d'abord soutenus, armés et entraînés, poursuivent leurs affaires pour leur propre compte. Le scepticisme à l'égard des postures de justiciers des chefs d'Etat occidentaux est de plus en plus répandu.

Un second facteur renforce cette défiance : la montée d'un mouvement contre la mondialisation néolibérale et capitaliste. Le mouvement anticapitaliste a en moins de vingt mois tenu des manifestations de plus en plus massives, sur presque tous les continents, contre les institutions internationales du capitalisme. Seattle en novembre 1999 a marqué le premier échec d'une conférence internationale du FMI et de la Banque mondiale. La conférence de Barcelone du FMI en mars 2001 a été annulée par ses organisateurs. A Gênes, en juillet 2001, près de 300 000 personnes ont défilé contre le G8. La tentative de criminalisation de ce nouveau mouvement international a été mise en échec. La répression a affaibli ceux qui l'ont exercée. Cela s'est traduit en Italie par des manifestations de grande ampleur contre la guerre, le Forum social de Gênes jouant un rôle primordial, aux côtés du Parti de la refondation communiste.

Relever le défi

Le potentiel est aussi grand en France, pays de l'émergence d'Attac et de la Grande grève de 1995. Mais il est étouffé par le ralliement des partis gouvernementaux de gauche à une croisade hypocrite contre " le terrorisme " et " l'intégrisme ", et par l'appui à une prétendue " opération de police internationale. "

Alors qu'aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Allemagne, il existe déjà un mouvement anti-guerre, les manifestations en France sont rares, peu nombreuses. Le mouvement anti-guerre se cherche. Dans ce contexte, il faut relever le défi. **Comment ?**

Il faut partir de l'idée que la guerre est une guerre contre les peuples dominés et contre les salariés des pays occidentaux et, pour ce qui nous concerne plus particulièrement, en France. Les classes dominantes mèneront une guerre ouverte ou de classe à des centaines de milliers, sinon des millions de salariés. Il faut organiser la défensive pour mieux reprendre l'offensive.

La guerre représente une menace pour les peuples dominés comme pour nous. Le seul slogan qui doit nous réunir doit par conséquent être " Non à la guerre " Il faut que toute personne, association, parti et syndicat puisse participer au mouvement anti-guerre sans aucun préalable, sans aucune condition.

On a vu en Grande-Bretagne surgir des coalitions de " musulmans contre la guerre " de " chrétiens contre la croisade ", de " salariés des médias contre la guerre " et ainsi de suite. Ce sont des exemples qu'il faut suivre. Chacun pourra ensuite, au sein de ce mouvement, développer ses conceptions particulières sur l'explication de la situation, ses vues sur les solutions qui sont à apporter. Il faut l'unité la plus large.

Accélérateur de l'histoire

Mais en même temps les idées dominantes continueront de peser sur ce mouvement. Il faudra rendre disponibles les idées anticapitalistes et contre la mondialisation néolibérale, les idées révolutionnaires socialistes comme issue à la catastrophe qui se prépare.

La guerre, disait Lénine, est un accélérateur de l'histoire. Elle pousse les classes dominantes à exiger encore plus de sacrifices de leurs salariés pour poursuivre leurs objectifs militaires. Elle rassemble plus ouvertement en une seule bande les dirigeants des Etats et ceux des multinationales qui font leurs profits sur les armements et les conflits armés. Après une phase initiale d'union nationale, elle exacerbe toutes les contradictions entre dominants et dominés.

Guerres et révolutions

La guerre tsariste de 1904 contre le Japon contribua largement au soulèvement révolutionnaire de 1905 en Russie. La Première guerre mondiale accéléra quelques années plus tard le déclenchement d'une vague révolutionnaire allant de la Russie des conseils ouvriers à l'Allemagne, l'Italie et les révoltes dans les pays coloniaux. La Seconde guerre mondiale, malgré l'écrasement des salariés par le nazisme, le franquisme et la réaction au Front populaire de 1936, contribua à déclencher les insurrections de Paris à la " libération ", les radicalisations de masse en Italie.

La guerre coloniale en Algérie fit mûrir et participa à l'éclatement du mai 1968 français. La guerre coloniale portugaise en Angola suscita et attisa les mouvements de masse du " printemps portugais " de 1975. La guerre russe en Afghanistan - et sa défaite - contribuèrent à l'éclatement du capitalisme bureaucratique en Russie et dans les pays de l'Est. La guerre des Balkans aboutit au renversement du dirigeant serbe Milosevic par un mouvement de masse populaire et démocratique.

Plus encore que la crise et la récession, la guerre remet en cause les relations établies pendant des années voire des décennies. Le système capitaliste prouve de plus en plus sa faillite face aux tâches même les plus élémentaires : assurer la survie de chacun sur la planète, permettre une vie décente en relation avec les richesses immenses disponibles, garantir la paix et la sérénité.

Maintenant, nous assistons à l'ouverture d'une nouvelle période : celle de guerres et de révolutions, pas seulement dans les pays moins solides économiquement, mais de plus en plus aussi au cœur même des bastions du capitalisme mondial.

Les idées anticapitalistes et socialiste- révolutionnaires sont d'une actualité brûlante.

Hassan Berber

L'impérialisme US analysé par un socialiste américain.

Un siècle de massacres

par Lance Selfa

Traduit et adapté par Hassan Berber et Bertrand Lazard-Peillon

IL Y A PLUS DE CENT ANS QUE LES ÉTATS-UNIS ONT ÉMÉRGE COMME PUISSANCE MONDIALE MAJEURE. SOUS LE PRÉTEXTE DE RÉPONDRE À UN BOMBARDEMENT DE L'USS MAINE, MOUILLANT À LA HAVANE À CUBA, LES ÉTATS-UNIS DÉCLARÈRENT LA GUERRE À L'ESPAGNE, PUISSANCE COLONISATRICE DE CUBA, EN 1898. APRÈS AVOIR MIS EN DÉROUTE LA PLUS FAIBLE DES PUISSANCES COLONIALES EUROPÉENNES LES USA S'EMPARÈRENT DE TOUTES LES POSSESSIONS COLONIALES DE L'ESPAGNE EN AMÉRIQUE LATINE ET EN ASIE, PRENANT LE CONTRÔLE DE CUBA, DE PORTO RICO, DE L'ÎLE DE GUAM ET DES PHILIPPINES.

La guerre hispano-américaine marqua l'entrée des États-Unis dans le grand affrontement des grandes puissances pour le contrôle des colonies. L'écrivain Mark Twain n'y alla pas par quatre chemins : « *Ah ce que nos cœurs se sont enflammés d'indignation contre les atrocités Espagnoles [...] Mais quand la fumée se fut dispersée, les morts consumés, le prix de la guerre se transforma pour les gens en augmentation du prix des marchandises et de la rente. Aussitôt que nous fûmes un peu revenus de la fête patriotique, il nous apparut soudain que la cause de la guerre américano-espagnole était le prix du sucre [...], que les vies, le sang et l'argent du peuple américain étaient utilisés pour protéger les intérêts des capitalistes américains.* »

Un siècle plus tard, les États-Unis sont la seule superpuissance. C'est le seul pays disposant de la capacité de mener une guerre où que ce soit dans le monde.

Ils ont atteint leur position dominante par la compétition avec les autres nations puissantes. Les États-Unis et les autres puissances majeures – le Royaume Uni, la Russie, la Chine, la France et l'Allemagne – ont mené deux guerres mondiales, se sont mutuellement menacées, se sont partagé et repartagé le monde.

Comment expliquer cette folie ?



Georges Bush

Il est important de comprendre que les guerres et la violence ne naissent pas des caprices des politiciens mais de la nature même du système. Le capitalisme est fondé sur l'exploitation de la vaste majorité de la population mondiale par une petite minorité qui possède et contrôle toutes les ressources. Une étude relativement récente des Nations unies a démontré que la pauvreté à l'échelle mondiale pourrait être éradiquée grâce à la fortune des sept plus riches milliardaires de la planète.

Au cœur de ce système qui crée une inégalité aussi obscène il y a la concurrence la plus brutale entre les grandes compagnies cherchant en permanence de nouveaux moyens d'engranger des profits. La concurrence force les capitalistes à dépasser leurs frontières nationales pour accéder à de nouvelles sources de matières premières et de main d'œuvre à bas prix.

Diviser le monde

À la fin du XIXe siècle, la classe dominante britannique fonda un vaste empire s'étendant sur un tiers de la planète. Elle utilisa sa puissance industrielle et financière pour conquérir des pays moins puissants. D'autres nations dominantes firent de même, se taillant d'immenses empires, sources de pillage.

Les grandes puissances envoyèrent leurs troupes à travers le globe – pour conquérir les nations moins puissantes, quitte à s'affronter entre elles pour le partage du monde. Par conséquent, la concurrence économique fit surgir la concurrence militaire. Les socialistes révolutionnaires appellent ce processus de concurrence économique et militaire – ainsi que la

domination sur les nations moins puissantes qui en découle – l'impérialisme.

Bien que tard venus sur la scène de l'édification impériale, les États-Unis ne se comportèrent pas différemment des autres puissances impérialistes. Ils transformèrent la mer des Caraïbes en un lac virtuellement américain. En un peu plus de 100 ans depuis la guerre américano-espagnole, les USA envahirent Cuba 5 fois, le Honduras 4 fois, Panama 4 fois, 2 fois la République dominicaine ainsi que le Nicaragua, et Grenade 1 fois.

Voilà la face cachée de la rhétorique US sur la riposte à l'agression.

Le général Smedley Butler, qui fut à la tête de bien des interventions militaires US au début du XXe siècle fit une relation brutale de ce qu'il avait entrepris :

« *J'ai passé 34 ans en service actif comme membre du corps des Marines. Pendant cette période, j'ai passé la majeure partie de mon temps à agir comme homme de main pour le grand capital, pour Wall Street et pour les banquiers.*

« *En bref, j'étais un racketteur au profit du capitalisme.*

« *En 1914, j'ai contribué à faire du Mexique une zone sûre pour les intérêts pétroliers américains. J'ai contribué à faire de Haïti et de Cuba des places sûres pour la collecte des revenus organisée par la National City Bank. En 1901-1912, j'ai contribué à pacifier le Nicaragua au profit de la maison de banque internationale des Brown Brothers.* »

Les Première et Seconde guerres mondiales furent le produit de la lutte entre les classes capitalistes rivales pour le partage du monde. Pour prendre un exemple, les frontières de la plupart des pays du Moyen Orient actuel furent dessinées lors du partage de l'empire Ottoman entre la France et la Grande-Bretagne au lendemain de la Première guerre mondiale.

La Seconde guerre mondiale s'acheva sur la division du monde entre deux empires : le bloc occidental emmené par les États-Unis et le bloc de l'Est dirigé par l'URSS. Jusqu'à l'effondrement de ce dernier en 1989, la concurrence de guerre froide entre les USA et l'URSS menaçait sou-



Investiture de Bill Clinton



vent de se transformer en guerre nucléaire. Sous prétexte de « *mettre fin à l'expansion communiste* », les États-Unis déclenchèrent des guerres tant au Vietnam qu'en Corée. Ils utilisèrent le même prétexte pour déstabiliser et renverser les régimes auxquels ils s'opposaient, du gouvernement iranien de Mossadegh en 1953 au gouvernement chilien d'Allende en 1973.

Le même système qui déclencha les massacres des guerres mondiales continue aujourd'hui de produire des guerres. Les États-Unis utilisent leur immense pouvoir à travers des institutions comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OTAN et les Nations unies. Si les pays pauvres ne se plient pas aux exigences américaines, les USA menacent de différer les prêts bancaires, d'imposer des taxes douanières ou de rompre les relations diplomatiques.

Finalement, les USA sont prêts à utiliser la force brutale pour appuyer leurs menaces économiques et politiques. C'est la raison pour laquelle ils ont déclenché la guerre du Golfe de 1991. Celle-ci n'avait pas pour objectifs la paix et la démocratie, mais la protection des ressources pétrolières pour l'Occident.

À travers le siècle, les dirigeants américains ont justifié les guerres et les interventions par une rhétorique de « *protection de la démocratie* », « *de riposte aux agressions* » et, plus récemment, de missions « *humanitaires* ». Mais cela cache mal les véritables objectifs de la politique américaine : faire du monde un terrain sûr pour le grand capital et imposer, comme le président Bush senior le dit après la guerre du Golfe, que « *ce que nous disons s'impose à tous*. »

Les USA noient leurs opposants dans le sang

À chaque fois que les sujets coloniaux des États-Unis se sont révoltés, l'État US les a noyés dans le sang. Mark Twain fait le commentaire suivant sur la guerre des Philippines :

« *Nous avons pacifié quelques milliers de ces insulaires et les avons enterrés ; nous avons détruit leurs champs, brûlé leurs villages et expulsé leurs veuves et*

leurs orphelins ; brisé, en les exilant, le cœur de quelques dizaines de patriotes particulièrement désagréables ; soumis la dizaine de millions d'autres par une assimilation bienveillante, qui n'est autre chose que l'appellation hypocrite du mousquet ; nous avons fait notre propriété des trois cents concubines et autres esclaves de notre partenaire en affaires, le sultan de Sulu, et avons déployé notre drapeau protecteur sur ce butin.

Et ainsi, grâce à la Providence divine – et c'est l'expression du gouvernement, pas la mienne – nous sommes une puissance mondiale. »

Au cours de la guerre de 1900-1903 pour la conquête, les États-Unis ont tué plus d'un million de personnes. Le général d'armée Sheffer déclara alors : « *Il sera peut-être nécessaire de tuer la moitié des Philippines pour que l'autre moitié de la population puisse être hissée à un mode de vie supérieur à l'actuel mode semi-barbare.* »

Pourtant, les vrais barbares, ce sont les généraux et les politiciens qui dirigent la machine militaire américaine. Les USA sont jusqu'à présent la seule puissance à avoir utilisé l'arme de génocide qu'est la bombe atomique. Un autre exemple horrible de ce que la puissance US est capable de mettre en œuvre est fourni par la guerre du Vietnam au cours des années soixante. Avant qu'elle ne fût contrainte de se retirer en 1975, le pays vietnamien avait été saturé de frappes chimiques, et la guerre avait fait deux millions de morts vietnamiens et cambodgiens.

Mais le Vietnam montra aussi comment vaincre l'impérialisme US. Le peuple vietnamien se battit pour son autodétermination contre la puissance impérialiste et le régime fantoche du Sud Vietnam, soutenu par l'État US. La plus importante puissance militaire subit une défaite. Des milliers de soldats américains en conclurent qu'ils devaient s'en prendre non aux Vietnamiens mais aux politiciens et aux généraux qui les avaient envoyés à l'aventure.

LES MENACES AUJOURD'HUI CONTRE L'AFGHANISTAN, MAIS AUSSI CONTRE L'IRAK ET D'AUTRES PAYS, NE SONT QUE LA SUITE D'UNE LONGUE HISTOIRE DE VIOLENCE DESTINÉE À ASSURER ET CONSOLIDER LA DOMINATION DE LA PUISSANCE US. LA SEULE SOLUTION POUR METTRE FIN À CETTE FOLIE EST D'EN FINIR AVEC CE SYSTÈME CAPITALISTE QUI CAUSE LES GUERRES. ■

Soutien aux assassinats de masse

Bill Clinton, il y a deux ans, affirmait que le bombardement de la Serbie et du Kosovo était destiné à faire justice et protéger les Albanais opprimés. Aujourd'hui, Bush junior se prépare à massacrer par milliers des Afghans et d'autres nationalités au nom de la démocratie, de la lutte contre le terrorisme et l'oppression.

Pourtant, pendant des décennies l'Occident a appuyé les massacreurs et les tortionnaires tant qu'ils servaient bien ses intérêts. Ces tyrans ont agi de la même façon, et parfois pire que le régime de Milosevic ou celui des Taliban. Le gouvernement américain accuse les Taliban d'exercer une dictature sur le peuple afghan et de favoriser un terrorisme qui atteint la vie de milliers de personnes. Mais l'Occident soutient sans état d'âme particulier des régimes qui ont massacré des centaines de milliers de personnes.

Au cours des années soixante et soixante-dix, les États-Unis ont mené une guerre contre la population du Vietnam. Un million de Vietnamiens et un million de Cambodgiens furent massacrés. Pendant cette guerre, l'État US utilisa sur l'échelle la plus horrible les méthodes qu'il attribuait il y a deux ans à Milosevic et qu'il attribue maintenant aux Taliban : destruction de villages, expulsion des paysans de leurs terres, assassinats d'opposants. La Grande-Bretagne utilisa les mêmes moyens contre ceux qui se révoltaient face à son empire, par exemple en Malaisie. La France a aussi sa longue histoire d'interventions brutales contre les peuples qu'elle voulait dominer. Récemment encore, elle a à son actif le soutien au régime rwandais. En 1994-1995, ce régime qu'elle avait armé, entraîné, encadré, fut responsable, avec l'aide de l'État français, du massacre de près de 800 000 "Tutsis". C'est grâce à l'intervention militaire française, sous couvert d'action "humanitaire" que ce gouvernement put s'enfuir.

L'État US a assassiné des opposants, trafiqué les élections, est intervenu en Amérique centrale et latine pour soutenir les forces de droite qui défendaient ses intérêts économiques et militaires. Plus de 75 000 personnes furent tuées au Salvador par les escadrons de la mort, soutenus et armés par les États-Unis. Aujourd'hui les pays occidentaux défendent de nombreux régimes qui servent bien leurs intérêts, pour les diaboliser aussitôt qu'ils s'autonomisent ou s'opposent à l'envahissante domination occidentale. Saddam Hussein, considéré comme un héros lorsqu'il menait la guerre contre l'Iran, a été déclaré nouvel Hitler sitôt qu'il menaçait les intérêts américains sur le contrôle des ressources pétrolières en s'emparant du Koweït.

Il existe de nombreux autres exemples à ne pas oublier ou à se remémorer. ... / ...

L'Indonésie et le Timor oriental

En 1965, les États-Unis soutinrent le général Suharto qui procéda au renversement du régime d'orientation nationaliste de gauche en Indonésie. Toutes les puissances occidentales, qui aujourd'hui soutiennent une intervention contre l'Afghanistan, et hier soutenaient celle contre la Serbie applaudirent. Après son coup d'État, Suharto fit massacrer au moins 500 000 personnes. Lorsque le Portugal se retira de sa colonie du Timor oriental en 1975, l'armée indonésienne l'occupa. L'armée de l'air bombardait sans discernement les villages et usa d'armement lourd contre le mouvement rebelle et ses partisans civils. Les hommes de Suharto massacrèrent probablement 120 000 des 600 000 habitants de la colonie.

Le président américain d'alors, Ford et son secrétaire d'État, Kissinger, rendirent visite à Suharto et appuyèrent son régime. Ils ne déployèrent pas de forces armées pour libérer le Timor oriental.

L'Angola

En 1975, les colons portugais furent expulsés d'Angola, État d'Afrique centrale. Les forces de droite, en particulier celle de l'UNITA, dirigées par Jonas Savimbi, tentèrent d'abattre le gouvernement du MPLA qui avait été fondé dans le cours de la lutte qui défit la domination coloniale portugaise. Les États-Unis avaient résolu de s'opposer à toute prise de contrôle du pays par un gouvernement de " gauche ".

Dès les débuts de la guerre civile angolaise, la CIA envoya des armes à l'UNITA. En 1981, lorsque le président Reagan prit ses fonctions, le gouvernement américain brava l'interdit du Congrès US d'envoyer directement des armes aux mouvements tels que l'UNITA. Le résultat fut un bain de sang dans lequel l'Angola s'enfonça pour plus de vingt ans. La guerre d'Angola a déjà fait plus de 750 000 morts. Les deux-tiers étaient des enfants. L'UNITA se spécialisa dans les attaques contre les civils, notamment en posant des mines autour des villages, mines qui ont été à l'origine de l'amputation de plus de 65 000 personnes.

Israël et le Sud Liban

Depuis plus de 50 ans, l'Occident a constamment soutenu Israël, seul État dont on soit sûr qu'il dispose de la bombe atomique au Moyen Orient. Pourtant l'État hébreu est responsable d'horreurs autrement plus graves que ce qui s'est produit au Kosovo ou en Afghanistan.

À la naissance l'État israélien, son gouvernement usa de terreur pour expulser plus de 750 000 palestiniens. Au cours d'une série de guerres contre ses voisins arabes, Israël a obtenu le soutien quasi indéfectible des États-Unis.

Les États-Unis lui ont non seulement accordé des dizaines de milliards de dollars d'aide économique et militaire, mais sont intervenus directement à ses côtés, par exemple au cours de la guerre de 1973.

En 1982, Israël envahit le Liban. Des dizaines de milliers de Palestiniens et de Libanais furent massacrés en particulier lors des bombardements massifs de camps de réfugiés palestiniens. Israël visa intentionnellement les hôpitaux avec ses bombes au phosphore et à fragmentation. Les camps de Sabra et Chatila furent entièrement exterminés, hommes, femmes, enfants et vieillards sans exception, par les phalanges libanaises sous la protection et grâce à l'aide active de l'armée israélienne.

L'Irak

Les années quatre-vingt-dix n'ont fait que confirmer ce qui s'est passé dans les périodes précédentes. En 1991, Saddam Hussein envahit le Koweït. Son pays, après une décennie de guerre contre l'Iran, était économiquement exsangue. En s'emparant des ressources pétrolières de son petit voisin, il pouvait espérer redresser sa situation. Mais les États Unis ne pouvaient accepter qu'un État s'autonomise et puisse remettre en cause les frontières au Moyen-Orient.

Contre l'Irak, c'est donc toute la panoplie des mesures qui fut utilisée. D'abord, des frappes aériennes quasiment sans précédent, ciblant aussi bien le front que le centre de Bagdad, les centres de télécommunications, les ponts, les routes, les aéroports, les stations d'épuration des eaux, etc., dans le but de " ramener l'Irak à l'âge de pierre " comme le disait le chef des opérations américaines, un certain Colin Powell. L'offensive terrestre, qui commence après trois mois de bombardement se transforme en bain de sang : des milliers de soldats irakiens périssent en trois jours, brûlés dans leurs blindés anciens, enterrés vivants dans leurs abris.

Puis, confrontés à un soulèvement des populations kurdes opprimées (que Bush avait appelée à se révolter), et craignant un éclatement de l'État irakien, les Américains stoppent leur offensive terrestre. Ils laissent en place Saddam Hussein mais décident de l'affaiblir par toute une série de mesures économiques dont un embargo qui va ruiner le pays et tuer 800 000 personnes (surtout des enfants).

La Somalie

La guerre du Golfe, a été présentée comme le début d'une époque de coopération sous l'égide des Nations unies pour régler les problèmes de la planète. Mais c'est avec l'invasion de la Somalie en décembre 1992 que la doctrine de l'ingérence humanitaire fut appliquée pleinement. Pour la première fois, en effet, l'ONU autorisait une intervention militaire massive sans qu'elle soit souhaitée par un gouvernement. Le prétexte en était d'aider la population somalienne qui souffrait de la famine.

Bien sûr, après le débarquement américain, le vrai visage de l'intervention commença à apparaître. On apprenait ainsi que Siad Barré, l'ancien dictateur, avait cédé des concessions pour l'exploitation du pétrole aux compagnies américaines, bailleurs de fonds de la campagne de Bush. C'est d'ailleurs le siège d'une de ces compagnies qui servait comme quartier général de l'armée pendant l'invasion.

En quelques mois, la situation dégénéra et l'alibi humanitaire laissa la place à la répression, l'armée américaine tirant sur des manifestations, ses hélicoptères pilonnant les bâtiments des partis somaliens. Délégitimé, confronté à une résistance de plus en plus âpre des Somaliens, le corps expéditionnaire américain fut contraint de rembarquer.

Kosovo

La guerre du Kosovo fut organisée consciemment par l'OTAN. Lors des négociations de Rambouillet, les Américains formulèrent des demandes inacceptables afin d'obtenir un refus serbe qui leur fournisse une excuse pour lancer les attaques.

Loin d'affaiblir Milosevic, les bombardements renforcèrent sa popularité. Il avait l'excuse attendue pour réprimer sévèrement le mouvement démocratique en Serbie. L'oppression des albanophones fut aggravée, les Albanais étant considérés comme des traîtres.

Les victimes des bombes de l'OTAN se comptèrent par milliers, serbes et kosovares. Les frappes atteignirent non seulement des cibles militaires, mais aussi des raffineries, des centrales hydrauliques et les bureaux des ministères en pleine ville. Les missiles de l'OTAN frappèrent un convoi de réfugiés, des maisons civiles, et des écoles. La précision des missiles fut si faible que certains tombèrent en Macédoine. Deux missiles explosèrent près de Tirana, capitale de l'Albanie !

Selon le Pentagone, la guerre du Kosovo a coûté entre 400 et 500 millions de francs par jour aux seuls USA.

Guerre, terreur, terrorisme

De la violence

Bertrand Lazard-Peillon

terrorisme (n. m) : emploi systématique de mesures d'exception, de la violence pour atteindre un but politique (prise, conservation, exercice du pouvoir...).

Petit Robert



Après l'attentat du 11 septembre à New York

C'est dans les périodes où les grands de ce monde affirment avec le plus d'impudence leur droit à intervenir et à frapper qui bon leur semble qu'ils se lancent avec le plus d'emphase dans la prédication.

George Bush junior, depuis les attentats du 11 septembre n'a pas hésité à s'affubler d'une barbe de prophète pour, comme son père lors de la guerre du Golfe, lancer des tirades enflammées sur le « bien » et le « mal ». Renouant avec ses discours de puritain fanatique, il évoque à longueur d'intervention télévisée la « justice », au choix « sans limites » ou « patiente », la « croisade » et la « justesse de la cause ». Ces discours de prédicateur de ligue de vertu prêteraient à rire s'ils n'avaient été causés par la mort de milliers d'Américains innocents et s'ils n'allaient pas provoquer la mort de milliers voire de dizaines de milliers d'Afghans.

En caractérisant les attentats comme le mal en soi, Bush et consorts ne se contentent pas de déchaîner le nationalisme, le racisme et l'esprit de revanche. Comme aux plus beaux temps de la guerre froide, ils exercent la pression maximum pour limiter toute ouverture d'un débat sur les causes, le contexte, la situation sociale et

politique à l'origine du 11 septembre.

Pour Bush, l'invocation de la morale permet d'affirmer que toute explication est déjà une justification, toute remise en contexte une tentative pour justifier l'injustifiable. Et donc de conclure : « si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous »

Qui sont les terroristes ?

Le chevalier Bush enfile sa livrée blanche pour « répondre à une agression sans précédent » et livrer, dit-il, la « première guerre du XXI^e siècle ». Incroyable hypocrisie alors que, depuis un an et demi, les États-Unis se sont livrés à un nombre croissant d'attaques violentes en tous genres sur toute la planète. Sans que ni les électeurs américains, ni même le Congrès n'aient été consultés, c'est à de véritables actions de guerre ouverte que s'est livrée l'armée américaine. Ainsi, la trentaine de bombardements, parfois de grande ampleur contre l'Irak. Ainsi, les attaques aériennes dans les Balkans avec leurs milliers de victimes civiles, ou l'envoi en Colombie d'hélicoptères de combat, la formation et l'encadrement des troupes et des milices d'extrême droite contre la guérilla des FARC.

Lorsque ces attaques ne sont pas possibles politiquement ou contre-productives, elles se transforment en interventions plus discrètes ou en manipulation d'armées locales : le soutien financier et l'armement d'Israël, le soutien à l'Ouganda et à d'autres nations d'Afrique centrale dans leur guerre contre la République démocratique du Congo (RDC), le viol répété de l'espace aérien chinois par des avions espions, l'espionnage à l'échelle mondiale de toutes les communications entrent dans ce cadre.

Terrorisme économique

Enfin, le plus souvent, la puissance économique des États-Unis est suffisante pour organiser des « offensives dévastatrices » contre certains pays : le blocus de Cuba, l'embargo sur l'Irak ou le Soudan, les pressions sur la Corée du nord détruisent ces pays aussi sûrement que des bombes et font chaque jour des victimes.

Ce ne sont pas des relations « morales » que l'État américain entretient avec la plupart des pays. Même dans le cas où ils ne se livrent pas à des actions violentes directement, la défense de « valeurs démocratiques et de progrès » n'est jamais le but de leur politique. En témoigne le soutien direct aux régimes les plus féroces et les plus obscurantistes comme l'Arabie saoudite, qui coupe les mains des voleurs et interdit aux femmes de sortir seules ; le soutien aussi au Pakistan, aux mains d'une clique militaire arrivée au pouvoir par un coup d'État en 1999, ou à la Turquie qui massacre les Kurdes.

On a aussi vu ces derniers mois combien le gouvernement Bush pouvait avec insolence multiplier les coups de force unilatéraux sur le plan diplomatique. Le retrait du protocole de Kyoto ou la reprise d'essais balistiques dans le cadre de la mise en place du bouclier antimissile, le refus de signer un moratoire sur les mines anti-personnelles le montrent clairement.

Mais soutenir que lorsqu'un F 15 lâche une bombe laser sur un objectif civil serbe est un acte terroriste, au même titre que ceux de Manhattan, ce n'est pas identifier des jumeaux. L'impérialisme dispose d'une puissance de feu contre les peuples sans comparaison avec aucun groupement terroriste ni aucun État, fût-il qualifié de « voyou » par les États-Unis. Aucun groupe ni aucun État ne dispose de bases militaires dans 32 pays différents. Aucun, non plus ne dispose de six flottes complètes présentes sur tous les océans. Aucun n'est en mesure de livrer deux guerres en même temps, ni de frapper n'importe quel point du globe depuis son sol avec des missiles, ni d'un tel arsenal nucléaire.

L'échec du terrorisme

Évoquer ce contexte, ce n'est pas pour autant justifier les actions menées le 11 septembre. Non pas parce que cela enfreint

drait on ne sait quel code de morale à sens unique, mais parce que, si « nous ne comprenons que trop clairement le caractère inévitable de tels actes convulsifs de désespoir et de vengeance », comme l'écrivait rotsky il y a 80 ans, « la vengeance individuelle ne nous satisfait pas » et le terrorisme est une chose à laquelle les marxistes sont « irréconciliablement opposés »

La question, ancienne, a été débattue pour la première fois en profondeur à la fin du XIXe siècle, à un moment où les Narodniks, les « Amis du peuple », menaient des campagnes terroristes contre le tsarisme. À cette époque, les principales figures du marxisme, Lénine, Plékhanov, Trotsky se sont élevés fermement contre le terrorisme, en avançant trois arguments essentiels.

Premièrement, l'exploitation et l'oppression contre lesquelles nous nous battons ne sont pas le produit de dirigeants ou de gouvernements particuliers, mais du système économique mondial. « L'État capitaliste ne se base pas sur des ministres et ne peut être éliminé avec eux. Les classes qu'il sert trouveront toujours du personnel de rechange » écrivait Trotsky. Ce qui signifie que les attentats ont sur le système des conséquences très limitées. « La fumée des explosions se dissipe, la panique disparaît, le successeur du ministre assassiné fait son apparition, la roue de l'exploitation capitaliste tourne comme auparavant » Pour en finir avec l'oppression et l'injustice, ce sont les racines du système qu'il faudra arracher. La seule force capable de le faire est la classe des salariés. Les travailleurs ne peuvent lutter contre leur exploitation et leur oppression que par une action collective massive.

Dans le dos des masses

Ensuite, le terrorisme, quel que soit son mobile, représente une tentative par une minorité minuscule et auto proclamée de se substituer à l'action des travailleurs, de faire à la place des masses ce qu'elles ne peuvent faire par elle-même. Alors qu'une « grève, même de taille modeste a des conséquences sociales - le renforcement du syndicat, l'augmentation de la confiance des travailleurs, les actions terroristes se produisent dans le dos des masses. » La nature même de leur entreprise fait que les groupes terroristes n'impliquent toujours qu'un petit nombre de militants dans l'action, la majorité restant des supporters passifs. Le terrorisme disait Trotsky « diminue le rôle des masses dans leur propre conscience » « S'il est suffisant de s'armer d'un pistolet pour réaliser son but, à quoi servent les efforts de la lutte des classes ? »

Enfin, tout attentat aveugle qui frappe des civils d'un pays ou d'un groupe ethnique différent est voué à l'échec. Il ne fait que renforcer politiquement l'adversaire car après l'attentat, la vie reprend son cours, « à ceci près que la répression policière se

fait plus sauvage et plus éhontée. » Les attentats du 11 septembre, non seulement n'ont pas fait avancer la cause des pauvres et des opprimés, mais fournissent le prétexte à une extension des pouvoirs de police dans les pays riches et à une reprise en main politique, économique et militaire, des pays pauvres par l'impérialisme. En outre, ils renforcent chez les travailleurs attaqués leurs illusions dans l'État et creusent entre les peuples un fossé de sang d'où peuvent sortir racisme et xénophobie.

Soutien critique

Le terrorisme semble offrir un raccourci pour le changement et promettre des résultats immédiats. Mais en fait, ceux-ci sont toujours désastreux pour les travailleurs. Il n'est pas seulement une méthode différente de lutte contre l'oppression, il est contradictoire avec la lutte pour le socialisme.

« Les revolvers des héros individuels à la place des piques et des fourches du peuple, les bombes au lieu des barricades, voilà la vraie formule du terrorisme. »

En conséquence, lorsque des organisations comme l'OLP ou le Hamas en Palestine, l'IRA en Irlande, ou le PKK au Kurdistan, qui disposent d'un soutien de masse dans la population, combattent des oppresseurs évidents pour l'immense majorité de cette population, les révolutionnaires devraient les soutenir dans leur combat et expliquer que la violence qu'ils commettent n'est rien en comparaison de la violence qu'ils subissent de la part de leurs oppresseurs. Mais nous ne pensons pas qu'un petit nombre de militants puisse libérer la Palestine ou le Kurdistan, quelle que soit la violence de leurs actions. Et les vertus dont les parent souvent les opprimés (la population de Gaza voit dans les militants du Hamas de « vrais révolutionnaires », des « combattants de la justice ») n'y changeront rien.

La violence, un choix politique ?

Dans tous les cas, ce n'est donc pas la violence « en elle-même » qui pose problème mais plutôt qui l'utilise et à quelles fins. Il ne s'agit pas d'exalter la violence, ni de lui donner une importance particulière. Mais de comprendre que celle-ci n'est pas un concept qu'il suffit d'adopter ou rejeter, un choix politique qu'on pourrait faire ou non, mais une pratique, inhérente aux rapports sociaux, une des coordonnées de la situation dans laquelle toute lutte sociale doit s'organiser.

Pour Marx et Engels déjà, contrairement à ce que prétendaient Rousseau et Proudhon, elle n'est pas le moteur de l'histoire mais est la conséquence des rapports de production et d'échange. Par exemple, la conquête du pouvoir par la bourgeoisie est d'abord due à des causes économiques. Et la propriété n'est pas le produit de la violence ou du vol au sens strict mais le résultat de rapports de production fondés sur l'exploitation.

Mais la violence n'en est pas moins le bruit de fond de toute société divisée en classes dominantes et dominées, aussi paisible soit-elle en apparence. Elle surgit de tous les pores d'un monde fondé sur l'exploitation et l'inégalité.

Elle est aussi inévitable, contrairement à ce que croyaient les utopistes, pour « mettre en pièces des formes sociales figées et mortes. » Par conséquent, pour Marx et Engels, la violence, si elle agit dans le sens de l'évolution économique peut être « accoucheuse de toute vieille société qui en porte une nouvelle dans ses flancs », « l'instrument grâce auquel le mouvement social l'emporte »

Pour Engels il faudra donc proclamer « guerre aux palais, paix aux chaumières », appeler au « renversement violent de tout le régime social »



Guerre aux palais ?

De quoi faire ressurgir le visage effrayant de l'homme au couteau entre les dents ? Pas vraiment car, dans le même mouvement, Marx et Engels se sont élevés contre le bris des machines et le spontanéisme insurrectionnel. Ils n'ont pas manqué de lutter contre les partisans du grand chambardement instantané.

À la violence sauvage des rapports de classe, ils opposent l'organisation, la conscience, l'élaboration politique. « *Plus les ouvriers anglais acquerront d'idées socialistes, plus leur exaspération actuelle, qui ne mènerait à rien si elle restait aussi violente qu'elle est maintenant, deviendra superflue, plus leurs entreprises contre la bourgeoisie perdront en sauvagerie et en brutalité* » écrit Engels dès 1845.

La violence révolutionnaire n'est ni vengeance, ni ravage aveugle. Elle doit répondre à des déterminations politiques que seule la stratégie révolutionnaire peut fixer. Rapport des forces, ajustement par rapport aux pratiques de violence de la classe dominante, niveau de conscience du prolétariat, ce sont ces critères qui permettent d'envisager la violence comme moyen de progrès.

Si, dans *Germinal*, Zola donne une description apocalyptique de la violence des révolutionnaires, en fait, en dehors du ludisme et d'émeutes de désespoir, lorsqu'elle s'est mise en mouvement, la classe ouvrière n'a pas commis de violences massives lors des deux derniers siècles. La révolution de 1848, la prise du pouvoir à Paris par les Communards ou la révolution d'octobre 1917 en Russie ont été très peu sanglantes.

Terreur

Par contre, tous les mouvements d'émancipation se sont heurtés à des réactions conservatrices extrêmement meurtrières : en 1792, lorsque les troupes de Brunswick marchent sur Paris, en 1848, lors des massacres de juin, lors de la semaine sanglante de 1871. Depuis, cette règle ne s'est jamais démentie, on l'a vu en 1936 avec le coup d'État de Franco, en 1965 en Indonésie (le coup d'état y a fait un demi-million de morts), en 1973 au Chili. La réaction suit la révolution comme son ombre.

La terreur révolutionnaire, dont des auteurs comme Furet pour la révolution française, ou Nicolas Werth pour la Révolution russe, font grand cas est toujours liée à l'aggravation des coups portés par la réaction. Ainsi, au printemps 1793, la République est menacée d'invasion, la Vendée se soulève. C'est dans ce contexte que Danton appuie la création du Tribunal révolutionnaire et met en place les conditions de la Terreur. Pendant la Révolution russe, les dispositions de la terreur sont prises en août-septembre 1918, alors que

l'agression étrangère et la guerre civile ont déjà commencé.



Dans la pratique, au quotidien, quelles sont les conséquences pour les militants ?

Sitôt qu'ils résistent à l'impérialisme et au système, les travailleurs sont confrontés à la violence de l'État ou du patronat. Les violents affrontements qui ont éclaté à Gênes, le choix du gouvernement de Berlusconi de s'attaquer à l'ensemble du mouvement pour le rendre moins populaire et le diviser en intégrant ses fractions les plus « responsables », ont relancé les débats sur la stratégie à adopter face à la police.

Non violence ?

Certains ont recommencé à défendre des stratégies non violentes. Il va de soi que nous sommes bien conscients que la non-violence n'est pas seulement une argumentation contre la violence mais aussi une manière spécifique d'agir. Elle n'implique ni passivité ni résignation, ni chantage sentimental, mais peut organiser une résistance active (certains parlent même de non-violence « armée »).

Pourtant, nous critiquons le principe de la non-violence. D'abord parce que le principal point d'appui du non-violent est la conscience de l'adversaire. Il veut amener des individus à réfléchir, à revenir sur eux-mêmes. C'est une sorte de conversion que vise le non-violent. Profondément idéaliste, la non-violence nie les forces qui structurent la société, qu'il s'agisse des rapports de production ou de l'esprit de corps dans la police ou l'armée, de même qu'il nie l'existence de classes aux intérêts antagonistes. Les forces que nous combattons ne sont pas d'abord des regroupements idéologiques que l'on pourrait combattre seulement par les idées.

Deuxièmement, le non-violent s'appuie sur la valeur « objective » de la cause qu'il défend. C'est sur elle qu'il compte pour ébranler l'ordre établi. Or, nous savons bien qu'aucune cause, sitôt qu'elle touche à l'organisation sociale, n'est valable par elle-même, mais reflète toujours les intérêts d'une partie de la population. En ce sens, la non-violence renoue avec le vieux socialisme utopique et ses espoirs de convaincre la classe dominante de partager ses projets de rationalisation du monde.

Action de masse

Dans un système de domination qui refuse d'entendre les revendications, il faut arriver à exercer une pression sur la classe dominante. S'il serait prématuré ou insensé de dire que le pouvoir est au bout du fusil quand c'est l'adversaire qui possède tous les fusils, il n'en reste pas moins qu'il faut commencer à attaquer ce pouvoir par tous les moyens possibles et de parvenir à des objectifs (pénétrer dans les zones rouges, interrompre les sommets) qui changent le rapport de force. Sans quoi la légitimité même de l'action engagée ou du mouvement pourrait être compromise.

Évidemment, contrairement aux terroristes, de quelque obédience qu'ils soient, mais aussi aux activistes « invisibles » italiens par exemple, les révolutionnaires devraient affirmer la nécessité de l'implication de tous dans l'action. Pour amplifier la résistance au système et l'empêcher de nuire, il faut l'unité d'action la plus large. Quelques milliers de *Tutte Bianche*, aussi « compétents » soient-ils, ne peuvent espérer mettre en difficulté l'appareil sécuritaire de l'État italien. L'élitisme de tels groupes scinde le mouvement et l'affaiblit.

Et la morale ?

La violence, tout comme le mensonge, est sans doute à condamner en elle-même, tout comme d'ailleurs la société de classes qui les engendre. Mais « *malheureusement* », si, comme l'écrivait Trotsky, « *la société sans antagonismes sociaux sera, cela va de soi, sans mensonge et sans violence, on ne peut jeter vers elle un pont que par les méthodes de violence. La révolution est elle-même le produit de la société divisée en classes dont elle porte nécessairement les marques. Du point de vue des 'vérités éternelles', la révolution est naturellement 'immorale'. Ce qui nous apprend seulement que la morale idéaliste est contre-révolutionnaire, c'est-à-dire au service des exploités.* » ■

Trotsky, *Terrorisme et communisme.*

1920

« Que signifie en pratique le respect du caractère sacré de la vie humaine et en quoi se différencie-t-il du commandement « tu ne tueras point » ? Kautsky s'abstient de l'expliquer. Quand un bandit lève son couteau sur un enfant, peut-on tuer le premier pour sauver le second ? N'est-ce pas une atteinte au « caractère sacré » de la vie humaine ? Peut-on tuer un bandit pour se sauver soi-même ? L'insurrection des esclaves opprimés contre leurs maîtres est-elle admissible ? Est-il admissible d'acquérir la liberté au prix de la mort de ses geôliers ? »

« Si la vie humaine en général est inviolable et sacrée, alors, il faut renoncer non seulement à la terreur, non seulement à la guerre, mais aussi à la révolution. Kautsky ne se rend tout simplement pas compte de la signification contre-révolutionnaire du « principe » qu'il tente de nous imposer.

« Nous verrons ailleurs qu'il nous reproche d'avoir conclu la paix de Brest-Litovsk. Nous aurions dû, à son avis, continuer la guerre. Mais que devient donc le « caractère sacré » de la vie humaine ? La vie cesserait-elle d'être sacrée lorsqu'il s'agit d'individus qui parlent une autre langue ? Ou bien Kautsky considère-t-il que les assassinats en masse organisés selon les règles de la stratégie et de la tactique ne sont pas des assassinats ? »

« En vérité, il est difficile à notre époque d'affirmer un principe à la fois plus hypocrite et plus inepte. Tant que la force de travail humaine, et par conséquent la vie elle-même, sont des articles de commerce, d'exploitation et de dilapidation, le principe du « caractère sacré de la vie humaine » n'est que le plus infâme des mensonges, dont le but est de maintenir les esclaves sous le joug.

« Nous avons lutté contre la peine de mort introduite par Kerensky parce qu'elle était appliquée par les cours martiales de l'ancienne armée contre les soldats qui refusaient de continuer la guerre impérialiste. Nous avons arraché cette arme aux anciens conseils de guerre, détruit les conseils de guerre eux-mêmes et dissous l'ancienne armée qui les avait créés. En exterminant dans l'armée rouge et en général dans l'ensemble du pays les conspirateurs contre-révolutionnaires qui s'efforçaient par l'insurrection, par l'assassinat, par la désorganisation, de restaurer l'ancien régime, nous agissons conformément aux lois de fer de la guerre, d'une guerre dans laquelle nous voulons nous assurer la victoire. »

Trotsky, *Leur morale et la nôtre.*

1938

« Staline fait arrêter et fusiller les enfants de ses adversaires, fusillés eux-mêmes sur des accusations fausses. Les familles lui servent d'otages pour contraindre les diplomates soviétiques, capables d'émettre un doute sur la probité de Iagoda ou de Lejov, à revenir de l'étranger. Les moralistes [...] croient devoir rappeler à ce propos que Trotsky usa « lui aussi » en 1919 d'une loi des otages. Mais il faut citer textuellement : « l'arrestation des familles innocentes par Staline est d'une barbarie révoltante. C'est encore une action barbare quand elle est commandée par Trotsky. »

« Voilà bien la morale idéaliste dans toute sa beauté ! Ses critères sont aussi mensongers que les normes de la démocratie bourgeoise : on suppose dans les deux cas l'égalité où il n'y a pas l'ombre d'égalité.

« N'insistons pas ici sur le fait que le décret de 1919, ne fit très probablement fusiller personne d'entre les parents des officiers dont la trahison nous coûtait des vies sans nombre et menaçait de tuer la révolution. Au fond, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Si la révolution avait fait preuve dès le début de moins d'inutile générosité, des milliers de vies eussent été épargnées par la suite. Quoi qu'il en soit, je porte l'entière responsabilité du décret de 1919. Ce fut une mesure nécessaire dans la lutte contre les oppresseurs. Ce décret, comme toute la guerre civile, que l'on pourrait aussi appeler à juste titre une « révoltante barbarie », n'a d'autre justification que l'objet historique de la lutte [...]

« Quand la Commune de Paris eut été noyée dans le sang, et que la canaille réactionnaire du monde entier se mit à traîner son drapeau dans la boue, il se trouva de nombreux philistins démocrates pour flétrir, avec la réaction, les Communards qui avaient exécuté 64 otages et parmi eux l'archevêque de Paris. Marx n'hésita pas un instant à prendre la défense de cette sanglante action de la Commune. Dans une circulaire du Conseil général de l'Internationale. Marx rappelle - et l'on croit entendre des laves bouillonner sous ces lignes - que la bourgeoisie usa du système des otages dans la lutte contre les peuples des colonies et dans la lutte contre son propre peuple. Parlant ensuite des exécutions méthodiques des Communards prisonniers, il écrit : « Il ne restait plus à la Commune, pour défendre la vie de ses combattants prisonniers, qu'à recourir à la prise des otages, coutumière chez les Prussiens. La vie des otages fut perdue et reperdue, du fait que les Versaillais continuaient à fusiller leurs prisonniers. Eût-il été possible d'épargner les otages après l'horrible carnage dont les prétoriens de Mac-Mahon marquèrent leur entrée dans Paris ? Le dernier contrepoids à la sauvagerie du gouvernement bourgeois - la prise des otages - allait-il n'être que dérision ? »

« Tel fut le langage de Marx sur l'exécution des otages [...] »

L'islam n'est pas un ennemi

Nicolas Mamarbachi.



LES ATTENTATS DU 11 SEPTEMBRE DERNIER ONT ÉTÉ L'OCCASION D'AGITER DE NOUVEAU LA MENACE D'UN COMLOT ISLAMISTE INTERNATIONAL DIRIGÉ CONTRE L'OCCIDENT.

« Si l'on en croit les discours aujourd'hui dominants pour parler de l'islam et des courants islamistes, l'Europe risque de n'avoir bientôt comme interlocuteurs arabes qu'une effrayante marée de fanatiques : la religion et la culture de plus de cent millions de nos voisins méditerranéens sont désormais associées presque naturellement aux dérives totalitaires les plus alarmantes », écrivait le sociologue François Burgat ¹, en 1995. C'était un constat réaliste qui reste d'actualité. Après « le complot intégriste, comment les islamistes nous infiltreront » sur fond d'une jeune fille en foulard en 1989, lors de la campagne pour l'exclusion des jeunes musulmanes des écoles et lycées, l'Express titrait en septembre en « une » : « Les islamistes déclarent la guerre à l'Occident. »

L'ensemble du monde musulman est ainsi suspecté de vouloir menacer les intérêts occidentaux dans le monde. C'est donc l'image d'un monde arabo-musulman en proie au fanatisme et à l'extrémisme que la presse contribue à construire. Elle crée ainsi un climat favorable au développement des pires caricatures de l'islam et ranime dans l'imaginaire collectif les souvenirs des guerres saintes. D'ailleurs, Bush et Berlusconi proclament, l'un une « croisade » contre les terroristes, l'autre la supériorité de la « civilisation occidentale. »

Dans le monde moderne actuel, l'islamisme semble incarner le contraire de toutes les valeurs de progrès.

Au-delà des mythes

Pour expliquer le développement du phénomène islamiste, une idée est communément véhiculée : dans les pays où l'islam est le plus répandu, il y aurait un penchant naturel à confondre la religion et la politique. Certes la religion fait partie de l'identité culturelle de ces pays. Et c'est bien plus le cas qu'en France, où l'impact des révolutions industrielle et démocratique bourgeoise a nettement diminué l'influence des croyances mystiques et religieuses dans les comportements. Mais en Islam, les hiérarchies religieuse et politique ont toujours été deux sphères distinctes, les deux se renforçant mutuellement : « Cette religiosité populaire [...] procure aux pouvoirs établis une forme de stabilité politique, garantissant la docilité des adeptes, en échange de la reconnaissance par l'État du rôle central des confréries, du respect de leurs biens fonciers, d'exemptions fiscales, etc. »

« Les colonisateurs européens avaient très vite compris leur fonction intermédiaire : après les avoir combattues, ils passèrent des accords avec les confréries. ² »

Contrairement à une dévotion populaire qui privilégierait une relation physique, mystique et formelle à la religion, les fondamentalistes tendent à rationaliser, à intellectualiser l'islam : « L'arabité en laquelle nous croyions était en conflit avec l'islam. Ma culture religieuse était une culture théorique et non pas une culture pratiquée, mise en œuvre ou en actes. J'ai donc commencé à m'adonner au réapprentissage de la culture islamique, à lire et à faire l'inventaire des ouvrages produits par l'islam. ³ »

Ce processus ayant pour objectif de lui donner une dimension politique : « La force d'attraction d'une idéologie - et ses limites - tiennent à son articulation à une pratique sociale : les succès et les échecs de l'islamisme [...] en sont l'illustration. ⁴ »

Ce retour aux sources, aux « vraies valeurs », s'élaborera en rapport avec différentes pratiques religieuses : « dont elle a repris quelques éléments, en exacerbant certains, ou en délaissant d'autres, avec des succès variables selon les pays et les situations ⁵ », celle de l'islam traditionnel et de ses croyances mystiques souvent d'origines pré-islamiques et celle de l'islam savant, enseigné par les oulémas (docteurs en religion).

L'islam politique aura fortement marqué l'histoire des pays musulmans. Il y aura laissé une profonde empreinte. C'est un phénomène politique incontournable pour comprendre l'histoire du XXe siècle. Sa phase de gestation est à replacer dans un contexte politique précis : « L'islamisme est apparu dans des sociétés traumatisées par l'impact du capitalisme, tout d'abord sous la forme d'une conquête externe par l'impérialisme, ensuite, et de plus en plus, par la transformation des rapports sociaux internes qui accompagne l'apparition d'une classe capitaliste locale et la formation d'un État capitaliste indépendant. ⁶ »

L'identité culturelle s'en trouva considérablement bouleversée. L'un des exemples le plus frappant est celui de la Tunisie : « Bien plus qu'une victoire sur l'occupant français, la victoire de Bourguiba [...] constituait plutôt une victoire sur la civilisation arabo-islamique en Tunisie. Bourguiba est entré en vainqueur et, comme les envahisseurs étrangers, il a pris le pouvoir. Puis il s'est mis à frapper les institutions religieuses, ces institutions qui étaient la vie même de la Tunisie [...]. Alors, le coup violent porté à ces institutions a touché la structure sociale, économique et culturelle de la Tunisie tout entière. Pour tous ceux qui avaient été élevés dans la culture arabe et musulmane, c'est-à-dire pour la majorité des intellectuels tunisiens [...] arabité et islam étaient liés. Ils donnaient une grande importance à cette langue et à cette littérature arabes [...] qui y insufflait l'esprit de résistance à l'invasion étrangère [...] et servait en quelque sorte, face à l'Europe, de bouclier. »

« Nous avions constitué un bastion arabe et islamique et le pays, à l'opposé, s'occidentalisa : l'administration, la culture, l'Université, l'enseignement, les arts, les lettres, tout s'occidentalisa. Les gens ont commencé à se demander s'ils étaient encore vraiment dans leur pays, dans leur patrie. À cette génération, on ne demandait donc ni plus ni moins que d'ôter ses vêtements, de s'arracher la peau en quelque sorte pour s'intégrer à ce monde nouveau. ⁷ »

Cette occidentalisation forcée va provoquer pour beaucoup un repli sur les valeurs traditionnelles et une très forte rancœur : « *Dans un ancien ordre en décomposition, quand le modèle traditionnel se désintègre, ils [les intellectuels] se sentent en danger, déracinés, dépossédés de valeurs solides. La dissolution d'une culture donne naissance à une puissante impulsion vers une nouvelle intégration qui doit être totale et dynamique pour remplir le vide social et spirituel, et doit combiner ferveur religieuse avec nationalisme militant.*⁸ » Certains trouveront donc refuge dans la religion, seule force à leurs yeux capable de les aider à retrouver une identité et une dignité injustement bafouées.

Nationalisme arabe

Si la phase de gestation et d'expérimentation de l'islam politique s'opère après l'indépendance, c'est dans les années soixante-dix que se situe sa véritable expansion, dans un contexte de bouleversement économique et politique. Cette ascension subite en aura d'ailleurs surpris plus d'un : « *En 1971, le chah d'Iran [...] organisa sur le site de Persépolis des festivités grandioses auxquelles furent invitées la jet-set et l'aristocratie du monde. Alors à l'apogée de sa puissance, le chah célébrait le deux mille cinq centième anniversaire de la monarchie iranienne dont il se voulait le descendant – alors qu'il était le fils d'un officier putschiste qui s'était emparé du pouvoir en 1921 et s'était fait couronner en 1925. On aurait sans doute beaucoup fait rire les invités de Persépolis en leur prédisant qu'un vieillard enturbanné prendrait le pouvoir huit ans plus tard au terme d'une révolution islamique qui embraserait le pays.*⁹ »

Les années soixante sont marquées par une explosion démographique dans le monde musulman. La croissance de la population atteint 51 % au Maroc et jusqu'à 58,3 % en Arabie Saoudite : « *En 1975, les moins de 24 ans représentent partout plus de 60 % des habitants.*¹⁰ » L'apparition d'une grande industrie moderne et les réformes agraires ont contraint la majorité des paysans à venir peupler les bidonvilles autour des grandes zones urbaines.

L'alphabétisation de masse donna accès à des connaissances nouvelles, favorisant la compréhension de l'actualité et des grands débats idéologiques de l'époque. Cela a contribué à une politisation plus large de la société.

Ainsi, l'idéologie nationaliste dominante et les valeurs qu'elle prône (la nation, l'armée, le parti) sont de plus en plus remises en cause. Des facteurs déterminants vont accélérer son déclin.

D'une part l'économie mondiale entre dans une phase de libéralisation et de crise qui remettent en cause la centralité de l'É-

tat. La privatisation de pans entiers de l'économie jette ces pays dans une course aux profits et une concurrence féroce : « *L'économie nationale est désormais trop limitée pour permettre un fonctionnement efficace des industries modernes, alors que l'économie mondiale est trop compétitive pour leur permettre de survivre sans protection de l'État.*¹¹ » Les conséquences sont désastreuses : des millions de personnes sont frappées par une montée en flèche du chômage et de la précarité ; la colère gronde.

D'autre part les pays musulmans vont connaître deux défaites militaires cuisantes.

La première est la guerre des six jours en juin 1967. Elle opposait l'Égypte, la Syrie, l'Irak et la Jordanie à Israël : « *La promesse de la victoire future contre l'État sioniste est invalidée par la catastrophe de 1967. Le traumatisme vécu alors par les intellectuels arabes a suscité de profondes remises en cause [...] la défaite a sapé l'édifice idéologique du nationalisme, et a laissé un vide qui facilitera, quelques années plus tard, la pénétration dans la société des idées islamistes.*¹² »

La deuxième est la sécession du Bangladesh en 1971 qui ôte de sa partie orientale le Pakistan, deuxième pays musulman dans le monde : « *La scission du pays est un désastre comparable à la défaite arabe de 1967 face à Israël.*¹³ »

C'est sur les ruines du nationalisme « conservateur » (comme en Jordanie) ou à rhétorique stalinienne (comme en Égypte) que l'islam politique commence à se construire, sur de vastes réseaux de propagande. Les principaux moteurs de cette mouvance sont les étudiants. Mais celle-ci ne peut aspirer à la conquête du pouvoir qu'en touchant la masse de la population. Le FIS en Algérie ou le parti de Khomeïni en Iran illustrent cette accession victorieuse de l'islamisme.

C'est en s'érigeant en tant que modèle incontournable dans les milieux intellectuels et en prenant appui sur l'identité et les aspirations de la Communauté des croyants (l'oumma) que le discours islamiste va pouvoir entrer en résonance avec les préoccupations de couches plus larges de la société et ainsi, sortir de son ghetto : « *Cela permettra au mouvement de recruter ses adeptes dans des milieux différenciés, dont les intérêts de classe sont divergents [...] : la jeunesse urbaine pauvre, issue de l'explosion démographique et de l'exode rural [...] et la bourgeoisie pieuse* »

« *Ces deux groupes, s'ils réclament en cœur [...] l'instauration de l'État islamique [...], les premiers lui donnent un contenu socialement révolutionnaire, tandis que les seconds y voient surtout l'occasion de se substituer aux élites en place, sans bouleverser les hiérarchies de la société.*¹⁴ »

Islam et capital

Les pays capitalistes développés ont joué un rôle de premier ordre dans l'ascension et la propagation du fondamentalisme dans le monde entier. C'est par le biais du commerce pétrolier avec les pays du Golfe, principalement l'Arabie Saoudite, que les États-Unis exercent leur influence.

À partir de 1973, profitant des besoins pressants des pays hautement industrialisés, le prix du pétrole provenant du Golfe monte en flèche. Les profits réalisés permettront au régime saoudien de transformer ses pétrodollars en « pétro-islam »

« *La monarchie saoudienne tire en effet son origine [...] d'une alliance passée en l'an 1745 entre Muhammad Ibn Saoud et un réformateur puritain, Muhammad Ibn a Wahhab (1703-1792), pourfendeur des superstitions coupables d'avoir adulteré l'islam originel. L'idéologie wahhabite qui en est dérivée a une importance capitale pour qui veut comprendre l'islamisme contemporain sunnite [...], l'impératif de revenir aux fondements de l'Islam par-delà les interprétations humaines du dogme.*¹⁵ » Elle propage donc sa doctrine dans des pays où les régimes en place ont du mal à contenir les luttes ouvrières et l'influence croissante des discours marxiste et islamiste de gauche, potentiellement révolutionnaires et dangereux. Véritable économie informelle qui tisse ses réseaux dans tout le monde musulman, elle envahit l'espace culturel d'innombrables mosquées, centres commerciaux, banques islamiques privées, holdings transnationales. Les flux financiers et migratoires que le pétro-islam wahhabite engendre sont immenses.

Monde sans cœur

Mais le succès de cette nouvelle doctrine dans les couches populaires tient aussi à d'autres raisons.

La critique que Marx fait de la religion nous aide à comprendre cette islamisation « *Abolir la religion en tant que bonheur illusoire du peuple, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole.* » La morale religieuse étant en général plus ou moins imprégnée de conservatisme, le wahhabisme islamiste en est l'une des formes les plus réactionnaires, « *en tant que bonheur illusoire du peuple* » Il s'attaque aux femmes, aux minorités ethniques et religieuses en laissant intact l'État capitaliste local coupable de cette « *situation qui a besoin d'illusions.* »

« *Exiger qu'il renonce* » à cette situation, pour les peuples des pays musulmans, c'est changer « *les conditions sociales d'où l'esprit est exclu* », c'est-à-dire détruire les rapports de productions capitalistes et en finir avec un « *monde sans cœur.*¹⁶ »

Les vitupérations islamistes contre l'impérialisme américain, c'est la chasse aveugle d'un monstre invisible. Elle ne fait qu'exécuter ce qu'il laisse comme empreintes dans les rues d'Alger ou de Tunis : « *les islamistes algériens, [...] à l'occasion de la foire du livre de 1985 [...], dénoncèrent le Hard Rock Magazine, l'homosexualité, la drogue et la musique punk.* » 17 »

L'objectif recherché consiste à détourner la contestation grandissante de l'exploitation capitaliste locale vers l'impérialisme étranger et les minorités ethniques « impies », garantissant au pouvoir stabilité et domination. Cela confirme ainsi la critique marxiste de la religion comme « *opium du peuple* », utilisé par le pouvoir pour lui faire miroiter un monde meilleur.

Islam et révolution

Dans son application concrète, l'islamisme ne peut que retraduire les contradictions inhérentes au système qu'il croit combattre, dans un langage teinté de morale religieuse, de discrimination à l'égard des femmes, des homosexuels et des minorités ethniques.

Cependant, il n'est pas du fascisme. Il s'est développé en opposition en opposition à l'impérialisme. Il s'est parfois servi des organisations ouvrières comme tremplin accéder au pouvoir, contrairement au fascisme voué à « *la décimation et à l'écrasement préalable du mouvement ouvrier.* » 18 »

À l'image du nationalisme, l'islamisme dissout les antagonismes de classes au sein d'un programme politique flou, dont les représentations divergent selon les aspirations de

chacun. Comme toute utopie petite bourgeoise, il ne vise pas à s'attaquer aux structures qui créent l'exploitation capitaliste et l'oppression dans laquelle vivent des millions de musulmans, c'est-à-dire l'État bourgeois et les rapports de production capitalistes.

Seule une réelle politique socialiste révolutionnaire dotée d'un programme précis peut constituer une véritable menace pour les capitalistes.

Aujourd'hui, malgré les apparences, l'islamisme est en déclin dans les pays musulmans. Il n'y représente plus une alternative politique aux régimes en place. Son apogée est derrière nous et non devant. Mais le déclin historique d'un mouvement n'est pas uniforme et constant. L'islamisme porté par des États en opposition partielle à l'impérialisme montre de jour en jour de plus en plus ouvertement ses compromissions avec les grandes puissances. On le voit bien avec la politique de l'Iran actuel face à la guerre.

Les faillites consécutives du nationalisme arabe et tiers-mondiste, du stalinisme et le déclin de l'islamisme font que les révolutionnaires ont une opportunité et des champs d'action croissants.

Les récents attentats, à supposer qu'ils aient été organisés par des « islamistes », ne constituent en rien une quelconque menace contre les intérêts impérialistes occidentaux. Bien au contraire, ils ne font que contribuer à légitimer ses interventions militaires.

Ce martelage médiatique à la « menace islamiste », aujourd'hui incarnée par Ben Laden et demain par quelqu'un d'autre, est détourné avec humour par le journaliste anglais Robert Fisk dans Le Monde du 19 septembre 2001 : « *On n'a pas besoin d'ordres de Ben Laden pour former un petit groupe de partisans, pour décider d'actions individuelles. [...] Les Arabes sont assez en colère contre les injustices qu'ils reprochent aux Américains pour ne pas avoir besoin d'ordres venant d'Afghanistan. L'inspiration pourrait suffire.* » ■

1. François Burgat, L'islamisme en face, éditions La Découverte, Paris, 1995, p. 244.
2. Gilles Kepel, Jihad : expansion et déclin de l'islamisme, éditions Gallimard, Paris, 2000, p. 47.
3. Rached Ghannouchi, leader tunisien du parti islamiste Ennahda (Parti de la renaissance), cité dans 4. L'islamisme en face, p. 58.
4. Gilles Kepel, op. cit., p. 29.
5. Idem, p. 22.
6. Chris Harman, Islamisme et révolution, éditions 9. Socialisme international, Paris, 1995, p. 24.
7. Rached Ghannouchi, op. cit., p. 49.
8. Tony Cliff, La révolution permanente, Paris, brochure Socialisme international, Paris.
9. Gilles Kepel, op. cit., p. 34.
10. Gilles Kepel, op. cit., p. 63.
11. Chris Harman, Islamisme et révolution, éditions Socialisme International, 1995, p. 25.
12. Gilles Kepel, op. cit., p. 66.
13. Idem., p. 95.
14. Idem., p. 64.
15. Idem., p. 48.
16. Karl Marx, Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel, cité par Ross Harrold dans " Marxisme et religion ", in, Islamisme et Révolution, op. cit., p. 92.
17. Chris Harman, op. cit., p. 37.
18. Ernest Mandel dans son introduction à Léon Trotsky, Comment vaincre le fascisme, Les éditions de la Passion, Paris, 1993, p. 11.

Marx sur la religion

« L'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. Mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'État, la société. Cet État, cette société produisent la religion, conscience inversée du monde parce qu'ils sont eux-mêmes un monde à l'envers. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine, parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel.

« La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, la chaleur dans un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. C'est l'opium du peuple.

« Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole. »

Karl Marx, Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843.

Socialistes et « islamistes »

« Sur certaines questions nous serons dans le même camp que les islamistes contre l'impérialisme et contre l'État. C'était le cas, par exemple, dans un grand nombre de pays lors de la Seconde guerre du Golfe. Ce devrait être le cas dans des pays comme la France ou la Grande Bretagne lorsqu'il s'agit de combattre le racisme. Là où les islamistes sont dans l'opposition, notre règle de conduite doit être : « avec les islamistes parfois, avec l'État jamais ».

« Mais même dans ce cas, nous divergeons des islamistes sur des questions fondamentales. Nous sommes pour le droit de critiquer la religion comme nous défendons le droit de la pratiquer. Nous défendons le droit de ne pas porter le foulard comme nous défendons le droit des jeunes filles dans les pays racistes comme la France de le porter si elles le désirent. Nous nous opposons aux discriminations que pratique le grand capital dans des pays comme l'Algérie à l'égard des arabophones - mais nous sommes aussi opposés aux discriminations dont sont victimes les berbérophones ou à l'égard de certaines couches de travailleurs ou des couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ont été élevées dans la langue française. Par-dessus tout, nous sommes opposés à toute action qui oppose, sur des bases religieuses ou ethniques, une fraction des exploités et des opprimés contre une autre. Cela signifie aussi bien défendre les islamistes contre l'État que défendre les femmes, les homosexuels, les Berbères ou les Coptes contre certains islamistes.

Chris Harman, Le prophète et le prolétariat

Finances et capital

Michel Husson



MICHEL HUSSON VIENT DE PUBLIER *LE GRAND BLUFF CAPITALISTE* AUX ÉDITIONS LA DISPUTE

Le phénomène de financiarisation est indéniable. Mais il suscite toute une série de questions quant à la caractérisation du capitalisme contemporain. Faut-il par exemple parler de « régime d'accumulation financière » ? Pour introduire ce débat, le plus simple est peut-être de raisonner sur la notion de reproduction. Pour se reproduire, le capitalisme a besoin de deux choses, au moins sur le plan économique : de profit, et de débouchés. Il ne suffit pas de produire de la plus-value, il faut encore la réaliser, donc vendre les marchandises. Il faut donc que ce qui permet d'obtenir un taux de profit adéquat n'ait pas pour effet de réduire les débouchés et vice versa.

Il me semble qu'il y a deux manières de répondre à cette exigence. Je laisse donc de côté, pour l'instant, les conditions idéologiques et politiques, même si la reproduction du capital nécessite aussi une production de légitimité et l'exercice d'une domination. En s'en tenant aux stricts schémas marxistes de reproduction, on peut distinguer deux configurations « pures ». La première est ce que

les régulationnistes ont appelé le « fordisme » et qui tourne autour de cette règle d'or selon laquelle le pouvoir d'achat du salaire moyen augmente aussi vite que la productivité du travail. Cela implique que le taux de plus-value reste à peu près constant, et le taux de profit aussi si l'alourdissement du capital n'est pas exagéré. Du côté des débouchés, c'est la progression de la demande salariale qui assure l'ajustement entre l'offre et la demande.

La seconde configuration repose sur une règle d'or toute différente : le salaire réel, autrement dit le pouvoir d'achat, est gelé et tend à rester constant. Cela veut dire que les gains de productivité sont affectés au profit. La part des salaires baisse et le taux de profit tend à monter. C'est un vieux débat chez les marxistes classiques de raisonner sur ce cas de figure qui est souvent la référence implicite de Marx. Contrairement aux tenants de l'harmonie, ce modèle coince, parce que la section des biens d'équipement ne peut pas se développer sans limites. On n'accumule pas du capital pour le plaisir mais en fonction des commandes solvables. Dans ce modèle il faut donc qu'apparaisse une « troisième demande » (pour reprendre l'expression de Pierre Salama) qui ne soit ni le profit investi, ni le salaire. Chez Rosa Luxembourg, c'était par exemple l'extérieur non capitaliste du capitalisme. Aujourd'hui, il me semble que cette troisième demande provient des rentiers, qui disposent de revenus financiers, qu'il faut donc interpréter fondamentalement comme de la plus-value consommée. On pourrait ici parler de modèle malthusien, dans la mesure où Malthus théorisait le rôle fonctionnel de la consommation des riches comme débouché à ce que produisent les pauvres.

Ces deux modèles alternent dans l'histoire du capitalisme et on pourrait construire une histoire des ondes longues en référence à ce double modèle : les phases d'expansion (par exemple la période d'après-guerre 1945-1975) seraient plutôt « fordistes » au sens général proposé ici (part des salaires constante), et les phases régressives seraient plutôt du type « malthusien » (part des salaires

décroissante). L'économiste Kalecki avait déjà proposé une périodisation fondée sur des rapports de force ternaires mettant en jeu les salariés, les capitalistes, mais aussi les rentiers. Pour l'instant, ce qui me semble essentiel c'est de définir ces deux modes de fonctionnement du capitalisme à partir de la règle salariale.

Ce choix de méthode permet d'éviter une représentation faussée du fonctionnement du capitalisme contemporain. La finance ne doit pas être vue comme un parasite qui ferait obstacle au bon fonctionnement du capitalisme, parce qu'elle assure une fonction « utile » à la reproduction du capitalisme en distribuant la plus-value aux riches chargés de la consommer.

En adoptant cette position, on se protège également de glisser vers des aménagements très critiquables de la théorie de la valeur. Pour les marxistes, l'exploitation est le rapport central qui préexiste et domine les rapports de distribution. Encore une fois, la plus-value doit être produite avant d'être distribuée. Et c'est la manière de produire la plus-value qui est la caractéristique essentielle des phases concrètes du capitalisme. Bref, le capitalisme contemporain ne doit pas être principalement caractérisé par le poids de la finance mais par le blocage des salaires. La finance est le moyen de distribuer la plus-value supplémentaire obtenue grâce au gel des salaires.

Il faut donc rejeter des raisonnements largement répandus selon lesquels les patrons investiraient peu, parce qu'ils obtiendraient de meilleurs rendements grâce à des placements financiers. La sphère financière viderait de sa substance la sphère réelle. Il faudrait donc réhabiliter l'investissement productif contre la spéculation financière. Si l'on prend un peu de recul par rapport à cette présentation par ailleurs assez populaire, on voit bien qu'elle repose sur une véritable illusion. Il n'y a pas deux moyens alternatifs de faire de l'argent entre lesquelles on aurait le choix, soit d'exploiter de la force de travail, soit de placer son argent à la Bourse. Ce serait une théorie additive du profit que Marx, déjà, combattait dans *Le Capital* en insistant pour dire que la plus-value préexiste à ses formes concrètes que sont le profit industriel, la rente foncière et l'intérêt. Nous devons adopter la même attitude, non pas seulement parce que nous sommes marxistes, mais tout simplement pour comprendre le capitalisme d'aujourd'hui et rappeler quelques vérités de base. La principale d'entre elles est que la valeur créée correspond à la dépense de travail social qui est ainsi la seule source de « richesse ».

La richesse virtuelle

L'un des traits frappants de la financiarisation est l'envol de la Bourse, avec une croissance très vigoureuse du cours des actions et des plus-values. Il faut bien en comprendre la nature, ce qui est plus facile, à la lumière du « krach rampant » actuel. Les titres financiers doivent être considérés comme des droits de prélèvements, des « à-valoir » sur la richesse produite. C'est pourquoi leur prix est largement artificiel. Pas complètement, puisqu'il y a des gens qui achètent des actions, et d'autres qui les revendent, ou (quelquefois) en émettent. Mais la majorité de ces transactions est virtuelle : dès lors qu'on vend des actions Vivendi pour acheter des actions France Telecom, le cours auquel se font ces échanges est relativement conventionnel. Ces prix d'un genre particulier pourraient aussi bien être multipliés par mille, comme s'ils étaient libellés en une monnaie spéciale, multiple des monnaies réelles. La chute récente des cours boursiers donne quelquefois lieu à des commentaires journalistiques disant par exemple que 2 000 milliards de dollars ont disparu dans la récente baisse. Ce sont des formules approximatives car ces dollars n'ont jamais vraiment existé, ils n'étaient que la valeur « faciale » de morceaux de papiers ou de lignes électroniques, les titres financiers.

Mais il y a quand même des « nœuds de conversion » entre la sphère financière et la sphère réelle qui interdisent une divergence durable. Tout dépend au fond de ce que l'on fait des revenus des actifs financiers. Tant que ceux-ci sont intégralement réinvestis, les patrimoines croissent en dehors de tout lien matériel avec la sphère réelle et l'écart peut potentiellement devenir infini. Mais si une partie des droits de tirage qui correspondent aux revenus financiers cherche à se porter dans la sphère réelle, autrement dit à s'échanger contre des biens et services, ce transfert doit se plier à la loi de la valeur ou plus prosaïquement à celle de l'offre et de la demande. Imaginons en effet que ce nouveau pouvoir d'achat ne trouve pas de contrepartie du côté de la production, et ne réussisse pas non plus à « déplacer » la demande salariale. L'ajustement se fait alors par les prix, ce qui revient à dévaloriser les revenus, y compris les revenus financiers. C'est ce qui explique d'ailleurs la grande sensibilité des rentiers à l'inflation, puisque le rendement réel de leur patrimoine dépend d'elle. Mais si une telle dévalorisation se produit, elle se communique à l'évaluation des patrimoines et le cours des titres doit alors baisser pour s'ajuster au revenu réel qu'ils procurent. Ce scénario est typiquement

celui d'une crise des fonds de pension, quand toute une génération de retraités passe en même temps de la situation d'épargnant qui achète des titres à celle de retraité, qui vend des titres pour financer sa consommation.

D'un point de vue objectif, les cours de Bourse devraient donc représenter les profits anticipés des entreprises, à partir desquels sont versés les revenus financiers. Tel est le lien qui peut exister entre ce capital que Marx appelait « fictif » et la valeur produite. Mais, depuis une bonne dizaine d'années, le cours des actions avait complètement décollé et n'entretenait plus qu'un rapport lointain avec ce « fondamental » que représente la rentabilité du capital. Jamais, dans toute l'histoire du capitalisme, ce phénomène n'avait atteint une telle ampleur et il n'est pas possible que cela dure éternellement. Mais cela pouvait durer tant que durait cette fuite en avant euphorique à laquelle on a pu assister, tant que n'était pas mise à l'épreuve la réalité des revenus potentiels qui s'accumulent. Cela pouvait durer aussi tant que la partie des revenus financiers effectivement dépensés était payée par la baisse relative des salaires. La belle voiture que s'offre le PDG de la *start-up* n'est pas virtuelle, mais elle représente un transfert de revenu ponctionné sur la masse salariale. L'heureux élu ne le voit pas du tout de cette manière et pense que cette voiture est la (juste) rémunération de son habileté personnelle, de son sens des affaires ou de la débrouille.

Telles sont les limites de l'imaginaire bourgeois !

Les mirages financiers de la nouvelle économie

La nouvelle économie a pu donner l'impression que les lois élémentaires du capitalisme étaient bouculées par l'introduction des nouvelles technologies. Mais c'est en posant des questions très traditionnelles que l'effondrement des *start-ups* peut être analysé. Revenons à la voiture de la jeune pousse de patron. Si sa société n'avait encore réalisé aucun bénéfice, comme c'était souvent le cas, qui donc a payé la voiture en question ? La réponse est facile : le jeune PDG s'est versé à lui-même un salaire prélevé sur les avances bancaires. Et ces avances bancaires ne sont rien d'autre que de la plus-value qui s'accumule, même s'il apparaît rétrospectivement que c'était à fonds perdus. Toute la question était de savoir si les *start-ups*, typiques de la « nouvelle économie », allaient créer un nouvel espace de valorisation du capital, capable de valider après coup ces mises de fond. On sait aujourd'hui que la réponse est négative.

Pour ce qui concerne la suite des opérations, il faut opérer une distinction supplémentaire entre nouveaux débouchés et parts de marché. Prenons le cas d'Amazon, la plus grosse librairie en ligne au monde. Le produit final n'est pas nouveau, c'est un livre, mais il est vendu d'une manière assurément nouvelle. Est-ce que cela peut susciter de nouveaux débouchés pour le livre, autrement dit, est-ce que les gens vont acheter plus de livres parce qu'ils peuvent dorénavant le faire sur Internet ? On n'en sait rien, mais il est probable que le marché ne va pas s'élargir considérablement. Dès lors, la rentabilité d'Amazon, qui n'est d'ailleurs pas encore assurée, dépend de sa capacité à capter la clientèle des réseaux de distribution classiques, par exemple Barnes and Nobles qui n'a suivi sur Internet qu'avec un peu de retard. Dans ce cas, il s'agit alors d'un phénomène relativement classique de concurrence, semblable au fond au développement des grandes surfaces qui ont progressivement évincé le petit commerce.

Mais, dira-t-on, les *start-ups* offrent de nouveaux services et créent ainsi de nouvelles branches d'activité, différentes du commerce en ligne. La question qui surgit immédiatement est de savoir comment elles vont gagner de l'argent, « faire du *cash* » ? Est-ce si sûr ? Prenons cette fois l'exemple de Net2one, cette boîte dont le jeune PDG a connu son heure de gloire médiatique et qui propose des dossiers de presse personnalisés à la demande, composés de liens avec d'autres sites. Malgré la piètre qualité des prestations, il faut un peu de main-d'œuvre, que l'on ne peut rétribuer intégralement en monnaie de singe. Il y a une première réponse possible : les gogos. Ceux qui ont mis de l'argent dans l'affaire, pour commencer, et, peut-être un peu plus tard, ceux qui financeront l'introduction en Bourse de la boîte. On voit bien que cette réponse ne peut suffire à l'ensemble d'un secteur très foisonnant. Il y a déjà, et il y aura encore plus, des ajustements brutaux qui sont de l'ordre de la dévalorisation du capital.

La même question se pose à une autre échelle pour Yahoo et Free. Yahoo fonctionne par indexation des sites et nécessite, en coulisses, une force de travail très importante. Free propose des services que d'autres vendent. Là encore, mystère : qui paie, par exemple, les campagnes de publicité que ces *providers* se paient pour dire qu'ils ne font rien payer ? La seule réponse possible est la publicité et l'enquête marketing. La publicité, ce sont des petits panneaux placés sur un site qui renvoient éventuellement à un autre, et on voit bien que tout cela tourne un peu en rond.



L'enveloppe budgétaire globale n'est pas extensible à l'infini, et il y a peu de moyens fiables de tester l'impact de ces dépenses. Reste la possibilité de se constituer, grâce aux *cookies*, une base de données très riche de consommateurs observés et catalogués en fonction de leurs goûts. Cela permet de cibler au mieux l'offre et c'est effectivement relativement nouveau. Mais là encore, l'impact risque d'être limité et il est difficile de faire la part du bluff de ceux qui veulent valoriser cette source de revenus. Une fois que l'on saura que M. Durand achète par Internet les livres politiquement peu corrects qu'il n'ose pas demander à son libraire, on sera bien avancé !

Enfin, l'euphorie boursière a évidemment bien des avantages, mais pas pour tout le monde. Les perturbations et les incertitudes qui l'accompagnent présentent des inconvénients de plus en plus sérieux, même d'un point de vue capitaliste. Ainsi, « en 1999, les actions des sociétés non rentables ont augmenté de 52 %, alors que celle des entreprises qui ont dégagé des bénéfices réels sont en baisse. » Ces chiffres, cités par le PDG d'IBM, Louis Gerstner vont à l'encontre de l'une des règles fondamentales du capitalisme, selon laquelle le cours de Bourse doit refléter la capacité à dégager du profit. Si de telles distorsions s'installaient, le système capitaliste ne pourrait tout simplement plus fonctionner.

Le processus de financiarisation

D'abord une remarque sur le vocabulaire. Il existe une discussion pour savoir s'il est légitime de parler de néo-libéralisme. S'il s'agit de substituer cette notion à celle de capitalisme, c'est évidemment inacceptable : le système économique actuel est plus capitaliste que jamais. Mais ce terme est recevable s'il s'agit de caractériser une phase du capitalisme, celle qui s'est mise en place depuis une vingtaine d'années. Le capitalisme contemporain ne fonctionne pas exactement comme avant (ce qui ne signifie pas moins de, mais plus de capitalisme) et ces transformations n'ont rien de virtuelles. Il faut donc bien comprendre comment s'est déroulée la prise du pouvoir du capital financier. Le levier essentiel a été l'offensive du capital, des États bourgeois et des rentiers, tous coalisés contre les salariés. Il s'agit d'une offensive qui traduit une réorientation stratégique totale et dont le principal point d'application est la règle de formation des salaires. Cette offensive ne se cantonne pas au débat d'experts mais utilise des armes très concrètes. On peut citer l'offensive directe, au début des années quatre-vingt, contre les salariés à travers une série de conflits significatifs (mineurs

anglais, pilotes américains, sidérurgistes français). L'arme des taux d'intérêts, ce que Duménil et Lévy appellent le « coup de 1979 » a fait basculer la situation des pays endettés du Sud et modifié les rapports entre capital financier et capital industriel. Ensuite, ce sont à nouveau des politiques économiques délibérées, coordonnées, qui ont entrepris la dérégulation financière à l'échelle mondiale. La règle qui s'est peu à peu imposée, c'est celle de la liberté absolue des capitaux de se déplacer et de se retirer. Mais cette règle a été imposée à travers une politique institutionnalisée. La création de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la tentative d'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) et prochainement les négociations autour de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) participent ainsi de ce projet de constitution d'un marché mondial. Telle est en effet l'objectif ultime de la mondialisation : mettre en concurrence directe les travailleurs à travers le monde, en alignant tout le monde sur les critères de rentabilité maximale. De ce point de vue aussi, la financiarisation est plus un outil qu'une finalité.

Les reconversions de l'État-nation

Cette mondialisation, et notamment la circulation financière, exerce un effet ambigu sur les États. D'un côté, le dualisme ainsi institué tend à faire perdre à l'État une partie de sa substance : son autonomie en matière fiscale ou monétaire est considérablement réduite, et par suite sa capacité à mener des politiques sociales. On peut citer sur ce point l'analyse de l'ancien directeur du département des affaires fiscales du FMI, Vito Tanzi. Selon lui, le « meilleur des mondes » (*brave new world*) sera caractérisé par une montée en puissance des « termites fiscales » qui grignotent les recettes fiscales de l'État : déplacements individuels, expatriations, commerce électronique, paradis fiscaux, nouveaux produits financiers, échanges internes aux multinationales, concurrence fiscale, monnaie électronique. Il y a certes des mesures à envisager, et Tanzi cite même la taxe Tobin et propose la création d'une Organisation Fiscale Mondiale (*World Tax Organization*) ; mais cela ne pourra au mieux que limiter un peu la formidable pression exercée par la mondialisation sur les ressources fiscales des États.

Dans le même temps, la mondialisation aura également pour effet d'accroître un certain nombre de dépenses en matière d'éducation, de recherche, d'infrastructures et de « réformes structurelles ». Les dépenses sociales seraient alors prises en tenailles entre des ressources

réduites et le besoin d'accroître certaines dépenses. Il faudrait alors revenir à la situation du début des années soixante où la dépense publique ne dépassait pas 30 % du PIB en moyenne. L'accroissement des dépenses sociales est en effet relativement récent et donc plus facilement réversible, dans l'esprit de Tanzi en tout cas, qui ajoute un autre argument : il n'est pas sûr que cette augmentation a vraiment amélioré le bien-être, mieux en tout cas qu'une progression plus rapide du revenu individuel disponible.

Ces tendances sont porteuses d'une transformation radicale de la protection sociale. On peut ici parler de désocialisation et de dé-universalisation. La désocialisation est l'objectif clairement exprimé des politiques néo-libérales qui revendiquent un retour en arrière à une époque de moindre socialisation des dépenses sociales. Ici, on cherche à faire baisser le taux de prélèvements obligatoires, là on donnera des conseils pour réduire — sans faire trop de vagues — les effectifs de fonctionnaires. La dé-universalisation consiste à renoncer à une conception de la protection sociale fondée sur la garantie universelle de droits sociaux, sous prétexte qu'elle serait, en dépit d'intentions louables, source d'inefficacité et d'injustice. La nouvelle conception repose entièrement sur une assistance ciblée vers les super-pauvres et fonctionnant sur un principe de minimisation des coûts que la mondialisation rend incontournable. Dans ces conditions l'État retrouve un rôle, certes difficile à tenir, de légitimation de ce nouveau modèle. La tâche étant à peu près impossible, tous les glissements vers un mode de domination ouvertement répressif deviennent alors plausibles. Cet affaiblissement de la capacité de régulation des États renforce d'autant l'autonomisation du capital et redouble la pression exercée pour faire définitivement sauter l'État social.

La crise des pays du Sud

Une conception unilatérale de la financiarisation du capital tend bien souvent à inverser les effets et les causes. Par exemple, les crises des pays du Sud, depuis celle du Mexique en 1994 jusqu'à l'Argentine aujourd'hui, sont analysées comme le produit de la volatilité des capitaux. En se retirant, ceux-ci provoqueraient la crise financière. C'est une vision superficielle qui ne répond pas à la vraie question : pourquoi les capitaux sont-ils venus et pourquoi repartent-ils ? Cela suppose, là aussi, d'examiner les rapports Nord/Sud du point de vue de la production. On s'aperçoit alors que le modèle imposé aux pays du Sud, à travers les

programmes d'ajustement structurel, repose sur un postulat totalement erroné qui consiste à penser que l'ouverture commerciale va stimuler un véritable rattrapage de la productivité dans les pays du Sud. Voyons plus en détail le rôle joué par cette hypothèse. L'exemple du Mexique est particulièrement éclairant, puisqu'il s'agit d'un pays dépendant qui a signé un traité de libre commerce avec les États-Unis. Cette ouverture a conduit à une croissance vigoureuse des exportations, mais aussi à une croissance deux fois plus rapide encore des importations. Ce grand écart implique un creusement du déficit commercial et par suite la nécessité d'attirer les capitaux pour financer ce déficit. Bref, cette configuration n'est pas stable.

L'hypothèse favorable est que la productivité portée par les investissements devienne une source autonome de compétitivité qui résorbe peu à peu le déficit. C'est l'hypothèse néo-libérale. Mais comme elle est erronée, c'est autre chose qui se passe : le déficit s'installe, voire se creuse, mais à partir d'un certain moment le taux de change perd de sa crédibilité en dépit de la montée des taux d'intérêt chargée d'attirer encore plus de capitaux. La menace de dévaluation et les pertes dont elle serait porteuse finissent par convaincre les capitalistes de retirer leurs billes. On assiste alors à ce que les économistes appellent « prophétie auto-réalisatrice » : la croyance généralisée en une dévaluation finit par provoquer la dévaluation. Le coup de pied de l'âne est donné par les journalistes bourgeois qui découvrent que le taux de change était surévalué, ne comprenant pas que cette surévaluation était la condition pour attirer les capitaux.

Il n'est pas absolument faux de dire que les capitaux financiers spéculatifs sont les responsables de la crise. Mais ils n'en sont en réalité que le facteur déclenchant car la véritable cause de ces secousses périodiques, c'est la dépendance maintenue des pays du Sud, dépendance qui est niée par la mondialisation qui consiste à plonger ces pays dans le marché mondial, sans intermédiaire, sans la moindre écluse. C'est pourquoi la voie alternative passe par une rupture radicale à l'égard du marché mondial, couplée avec une rupture sociale à l'intérieur, mais ne peut en aucun cas se résumer à la régulation des flux spéculatifs. Là encore, le rôle pernicieux de la finance dérive d'une contradiction plus fondamentale.



Contre la finance ou contre le capitalisme ?

C'est une question à laquelle nous allons être de plus en plus souvent confrontés, et le lien avec l'analyse est évidemment très étroit. On a récemment parlé de licenciements boursiers, ou même de « licenciements de convenance boursière », pour reprendre la formule d'un récent document Attac, mais ce terme est sur le fond ambigu. La représentation qu'il suggère est certes répandue : la mondialisation des groupes et leur financiarisation ont modifié leur mode de gestion, en particulier de l'emploi. Tout fonctionne en somme à l'envers : il faut 15 % de rentabilité des fonds propres et on en déduit les effectifs. C'est l'appétit insatiable des actionnaires qui forceraient les groupes à licencier, pour tenir ce fameux objectif. Cette présentation des choses est populaire, mais ne va pas complètement de soi. Elle laisse entendre qu'avant la financiarisation, les groupes étaient gérés d'une manière plus favorable à l'emploi, mais c'est une erreur de perspective qui tient à l'environnement de croissance qui caractérisait l'économie jusqu'au milieu des années soixante-dix. Sur cette période, les gains de productivité progressaient très rapidement (5 ou 6 % par an) soit beaucoup plus vite qu'aujourd'hui, et les restructurations de l'emploi étaient considérables. Que l'on pense par exemple au recul spectaculaire du nombre d'agriculteurs reconvertis tant bien que mal dans d'autres secteurs. C'était l'époque où de grands groupes comme Peugeot allaient chercher leurs travailleurs immigrés dans des pays comme le Maroc ou la Turquie. La gestion de l'emploi des deux dernières décennies est plus serrée, dans la mesure où la faible croissance rend les reconversions difficiles, voire impossibles. Les mutations technologiques donnent aussi l'impression d'exiger en tant que telles une gestion très serrée de l'emploi alors qu'elles sont plutôt un prétexte invoqué pour accroître la flexibilité du travail.

On explique que les financiers raisonnent à l'envers : ils partent des 15 % de rentabilité qu'ils doivent obtenir et en déduisent le nombre de salariés auxquels ils ont droit. Il y a un peu de cela dans le fonctionnement du capitalisme, mais les choses ne sont pas aussi simples. On ne peut s'en tenir à l'idée que ces transformations de la gestion de l'emploi seraient la simple traduction des injonctions boursières, comme le montre une étude récente fondée sur un travail de terrain minutieux. D'abord, l'emploi n'est élastique que dans certaines limites, et on en a la démonstration sous les yeux avec les centaines de milliers d'emplois créés en

France par une croissance pas si extraordinaire. Autrement dit, quand il faut produire plus, il faut embaucher. On ne peut licencier qu'en fonction des commandes. Et puis, il y a dans cette présentation un problème un peu gênant : faut-il en conclure qu'avant la financiarisation, les entreprises étaient gérées par une association de mécènes et philanthropes qui embauchaient pour créer des emplois, sans se soucier de rentabilité ? Une telle différence n'existe évidemment pas : la logique d'un patron a toujours été le profit maximum, et cela n'a rien de nouveau. Ce qui change, c'est le rapport de forces global entre capital et travail, qui permet au capital de geler les salaires, d'intensifier le travail et donc d'accroître l'exploitation. Comme dans le même temps, le droit du travail est peu à peu vidé de son contenu, la gestion de l'emploi est de plus en plus brutale et réactive.

Ce n'est pas la Bourse qui licencie, c'est le patronat. Et il n'est pas possible de le dédouaner, sous prétexte qu'il serait finalement la victime des marchés financiers. La contrainte qui s'exerce est celle de la concurrence, certes aiguisée par la financiarisation, et la ligne de défense patronale a toujours existé : « s'il ne tenait qu'à moi, je ne licencierais personne, mais si je ne le fais pas, mon entreprise va perdre des marchés et est condamnée à la faillite ». Un certain discours sur la finance cautionne ce plaidoyer, alors que c'est le système en tant que tel qui devrait être mis en cause, indépendamment des rapports entre industriels et rentiers.

L'analyse en terme de financiarisation débouche assez naturellement sur un projet que l'on pourrait qualifier d'antilibéral et dont l'objectif est de réguler le système économique et de le débarrasser du parasitisme financier. Ce n'est pas une position qu'il faut diaboliser, il s'agit plutôt de montrer ses limites d'un point de vue anticapitaliste. Cette position n'a pas de sens si elle se contente d'une proclamation abstraite sommant les antilibéraux de lutter contre le capitalisme. Le nœud de la question, à mon sens, est de les convaincre que leur projet n'est pas cohérent, parce que le capitalisme n'est pas réformable. Dans cette démonstration, le rejet d'une séparation stricte entre le « bon » capitalisme et la « mauvaise » finance doit servir de point de départ. Le capitalisme contemporain n'est pas régressif à cause de la finance, et c'est plutôt l'inverse : la financiarisation est un symptôme d'une perte d'efficacité du capitalisme. Il y a en effet quelque chose d'inédit dans son fonctionnement actuel : on lui donne tout, et il n'accorde rien. Le taux de profit atteint des niveaux

historiquement élevés, le programme de flexibilisation et de privatisation est appliqué à peu près partout dans le monde, et les capitaux peuvent circuler librement. Le résultat, c'est un fonctionnement chaotique du système et une fuite en avant dans une demande toujours plus forte de régression sociale (baptisée refondation dans le cas français). Il n'y a aucun intérêt pour les révolutionnaires à relativiser la reprise des quatre dernières années, car elle livre une terrible leçon de choses : même quand tout va mieux, selon ses propres critères, le capitalisme ne redistribue plus rien et en demande toujours plus. La mobilisation contre les entreprises qui font du profit et licencient quand même marque la prise de conscience, presque morale, de ce fonctionnement profondément régressif. Mais si ce n'est pas la faute d'une finance prédatrice, d'où vient cette incapacité ?

La réponse de fond, à mon sens, provient d'un écart croissant entre ce que propose le capitalisme (des marchandises produites avec de forts gains de productivité) et ce que veulent les gens, à savoir du temps libre, une qualité de vie qui passe en grande partie par l'accès à des services collectifs. Cela veut dire que l'on est arrivé à un stade où le capitalisme entre dans une crise systémique qui correspond au fait qu'il est durablement en porte-à-faux par rapport aux aspirations sociales. S'il est incapable, pour prendre un exemple extrême, d'assurer la fourniture équitable de médicaments à la majorité des malades du Sida, ce n'est pas à cause d'ignobles financiers exigent toujours plus de profits. Le capitalisme d'aujourd'hui n'est pas empêché de fonctionner par la finance, il fonctionne au contraire avec le maximum de liberté, dans toute son « horreur économique ».

C'est pourquoi le capitalisme d'aujourd'hui ne triomphe que dans la dénégation et le refus d'assurer un certain nombre de choses (sécurité sociale ou plein emploi) qu'il se vantait, il y a quelques décennies, d'apporter au plus grand nombre. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il est historiquement dépassé, car il lui reste bien des degrés de liberté, sociales ou géographiques, en particulier l'idée d'une « classe moyenne globale ». De toute manière, il ne s'agit pas de reprendre une analyse un peu dogmatique selon laquelle le capitalisme finira par tomber comme un fruit mûr. Il faudra toujours secouer l'arbre ! ■

L'onde de choc économique

La réouverture de Wall Street a donné lieu à un spectacle hallucinant, comme si le retour de la Bourse marquait le retour à la vie normale, à deux pas, quand même, de ruines encore fumantes. On a pu mesurer le « civisme » des intervenants, puisque le Dow Jones n'a perdu que 7 %, tandis que le CAC 40 et le Nikkei gagnaient quelques points. Mais déjà la vie reprend tous ses droits et les compagnies aériennes ont particulièrement dégusté, l'action d'US Airways perdant 45 % en un jour.

Le civisme des opérateurs a été bien stimulé par des injections considérables de liquidités de la part des banques centrales. La Fed (pour les États-Unis) et la BCE (pour l'Europe) ont trouvé les ressources et les bons réflexes qu'ils n'ont jamais eu pour aucune autre catastrophe. La BCE a consenti à baisser d'un demi-point son taux d'intérêt, ce que la menace de récession et de retour du chômage ne l'avait pas décidé à accomplir. Quand il s'agit de préserver l'essentiel, les institutions savent se coordonner et réagir rapidement.

Et maintenant, que va-t-il se passer ? Une première chose est sûre, parce que cela a déjà commencé : l'attentat du 11 septembre va être désigné comme responsable de la récession. C'est déjà ce qui s'est produit il y a un peu plus de dix ans, avec la guerre du Golfe que l'on a voulu présenter comme la cause du retournement de conjoncture en Europe, alors qu'il était largement entamé. Cela fait plusieurs mois que la bulle technologique avait été crevée avec un recul allant jusqu'à 70 % sur le Nasdaq, le marché de la haute technologie. Quels que soient les effets du 11 septembre, il faut insister sur cette réalité et ne pas attribuer à Ben Laden la responsabilité du retour des politiques d'austérité en Europe et du chômage aux États-Unis.

Quelques chiffres permettent de souligner cette remarque. Au mois d'août, la production industrielle avait baissé aux États-Unis pour le 11e mois consécutif, soit le recul le plus marqué depuis 1960 ! Le taux d'utilisation des capacités avait continué à baisser et n'était plus que de 76 % en Août, et même seulement de 63 % pour les secteurs de haute technologie. Le taux de chômage a fait un impressionnant bond en avant, pas-

sant de 4 % à la fin de l'année dernière à 4,9 % au mois d'Août.

Va-t-on vers une récession ? En ce qui concerne l'Europe, la réponse ne fait plus beaucoup de doute, et c'est ce qui explique l'accueil inhabituellement sceptique de l'annonce du budget français. Fabius vient de commettre là une énorme erreur qui consiste à prendre les gens pour des imbéciles, comme si les prévisions de croissance, déjà glissantes, n'allaient pas être affectées. L'une des variables clés de transmission va passer par les importations américaines qui vont ralentir, quelle que soit la conjoncture intérieure, et par la probable baisse du dollar, qui correspond dorénavant mieux au bouclage du commerce extérieur américain.

Quant aux États-Unis eux-mêmes, deux scénarios sont possibles : l'enlèvement à la japonaise ou le rebond militaire. La manière dont le Congrès a dégagé en un clin d'œil 40 milliards de dollars, le double de ce que demandait Bush, montre que l'on va sans doute assister à une reprise des dépenses militaires, de sécurité et d'infrastructure. Cette relance va-t-elle suffire à prévenir ou compenser le ralentissement de la consommation des ménages, rien n'est moins sûr, et l'on risque un mouvement de faillite des ménages surendettés et/ou ruinés par le recul de la Bourse. On baptisera évidemment « perte de confiance » ce retournement du comportement des ménages qui avait pu être évité jusque-là mais qui devient probable, dans la mesure où l'injection d'argent ne produira ses effets qu'avec un certain délai, alors que la chute de la consommation des ménages représente une menace immédiate.

Quelle que soit la dureté du ralentissement aux États-Unis, la nouvelle période risque de se caractériser par une dissociation accrue entre une économie américaine éventuellement dopée par une reprise militaire, et le reste du monde mis à genou, et durablement enlisé dans une vague de récession néo-libérale. La situation de pays comme la Turquie, et surtout l'Argentine, déjà malmenés dans les mois récents, risque de devenir particulièrement critique.

Michel Husson

Palestine/Israël : la paix ou l'apartheid

Marwan Bishara,

LA DÉCOUVERTE, 2001,
130 PAGES, 42 FRANCS.



Marwan Bishara, journaliste palestinien et frère de Azmi Bishara député arabe de la Knesset (le parlement israélien), analyse dans son dernier ouvrage l'échec des négociations israélo-palestiniennes qui a débouché sur la seconde Intifada. En moins de 120 pages l'auteur ne prétend pas retracer l'ensemble de l'histoire des relations israélo-arabes mais il rappelle « que les origines de la colère palestinienne et les racines de l'aliénation proviennent du sionisme et du racisme au fondement de l'État israélien ».

État colonial

Le 1er janvier 2001 « tandis que l'armée israélienne poursuivait ses tirs ininterrompus sur Gaza et la Cisjordanie, la Knesset portait un coup supplémentaire au processus de paix en prenant deux décisions marquantes unanimement soutenues par la majorité juive: pas de droit au retour pour les Palestiniens et privatisation des terres dites d' " État " appartenant en réalité aux 3 700 000 Palestiniens réfugiés à qui la Knesset et le gouvernement refusent ce droit au retour, pourtant jugé 'inaliénable' par la communauté internationale. »

En effet, « la guerre de 1948 et la question des réfugiés soulèvent une question existentielle pour les Israéliens : elles les

obligent à admettre le péché originel qui préside à la fondation de leur État. Mais le choix de l'État israélien est d'ignorer sa responsabilité et même d'effacer de sa mémoire – et de ses livres d'histoire – ce qui, dans les événements de 1948, touche à l'expulsion des Palestiniens et au vol de leurs terres. Les massacres, le terrorisme, l'évacuation forcée, les démolitions de maisons, la destruction totale de quelque 400 villages palestiniens, tout cela a été nié par la délégation officielle israélienne aux pourparlers de paix, alors même que les récents ouvrages des " nouveaux historiens " israéliens et certains documents récemment divulgués fourmillent de détails sur ce qu'il faut bien appeler le " nettoyage ethnique " commis par les sionistes en Palestine. »

Aujourd'hui encore la colonisation israélienne se poursuit. Entre l'ouverture du processus de paix à Madrid en 1991 et début 2001 le nombre de colons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est passé de 75 000 à 187 000 auxquels s'ajoutent 17 000 colons sur le Golan et 190 000 à Jérusalem-Est. Parallèlement, « depuis le début du processus d'Oslo, l'État d'Israël a confisqué 273 000 hectares. »

Raciste et terroriste

« Un apartheid informel, à l'initiative du gouvernement sépare les Juifs des Palestiniens dans l'État israélien depuis son établissement en 1948. C'est du racisme : deux types de législations séparées et des existences presque totalement séparées elle aussi. »

Utilisant le racisme, Israël est aussi aujourd'hui le seul État à revendiquer nombre d'actions terroristes. Au début de 2001 le parlement israélien a poussé « le gouvernement pour qu'il prenne des mesures extraordinaires contre la résistance palestinienne, l'incitant à intensifier la répression systématique, y compris par l'assassinat de dirigeants politiques palestiniens. Cela s'appelle le " terrorisme d'État ". »

« Il ne faut pas oublier qu'au cours du dernier quart de siècle Israël a été essentiellement gouverné par des ultranationalistes et des intégristes religieux, à l'exception des six ans de gouvernement de Rabin, Pérès et Barak. Tout au long de ces

années, tous les moyens illégitimes et immoraux ont été utilisés, y compris le nettoyage ethnique, la torture, les déportations, la colonisation, les punitions collectives, la ségrégation, sans pour autant apporter aux Israéliens le moindre sentiment de sécurité. »

Dès septembre 2000 et le début de la seconde Intifada, « Barak a pris les dispositions suivantes : le déploiement d'une unité de tireurs d'élite chargés de viser les meneurs (y compris les enfants) ; l'usage autorisé par l'armée des fusils M-24 au lieu des M-16 habituels, dans le but de tuer le plus possible. »

Cela explique qu'à la mi-novembre 2000, « le bilan de la politique de retenue israélienne au cours des six dernières semaines était le suivant : 179 palestiniens tués par l'armée, dont 48 de moins de 17 ans. Près de 8 000 blessés, dont 1 200 handicapés à vie. » Aujourd'hui, un an après le déclenchement de la nouvelle Intifada, ce sont 680 Palestiniens qui ont été tués et plus de 12 000 blessés.

L'illusion d'Oslo

Mais l'intérêt de l'ouvrage repose surtout sur la démonstration que le processus de paix engagé lors des accords d'Oslo signés en 1993 ne pouvait déboucher que sur une impasse. Un peuple dont les terres sont occupées ne peut en effet traiter d'égal à égal avec la puissance occupante et Israël « ne peut ni vivre en paix dans sa réalité coloniale, ni sortir de celle-ci. »

Israël profite de la faiblesse d'une OLP en banqueroute et isolée au lendemain de la guerre du Golfe pour engager des négociations. Ainsi les accords d'Oslo donnent à Israël « un droit de veto sur tous les arrangements économiques et politiques. » Durant les 7 années de négociations qui ont suivi « 62 nouvelles bases militaires ont été installées dans les territoires brisant toute continuité géographique et rendant toute liberté de circulation impossible. » Ainsi « l'échec du processus de paix était prévisible pour ceux qui l'observaient sans illusion. Le processus s'est trouvé dans l'impasse parce qu'il n'a pas conduit au recouvrement des droits nationaux fondamentaux et légitimes des Palestiniens. » En n'accordant qu'une partie infime de la Palestine historique aux autorités palestiniennes, Israël souhaitait que celles-ci consacrent l'essentielle de leurs forces au maintien de l'ordre. « Un tiers du maigre budget palestinien a été affecté aux dépenses sécuritaires, à la demande insistante des États-Unis et d'Israël. »

« Au cours de ces 7 longues années, l'autorité nationale palestinienne (ANP) a fait le sale travail pour Israël. Elle a collaboré avec les gouvernements travaillistes et du Likoud pour combattre le " terrorisme " palestinien et toute forme de résistan-

ce à l'occupation dans le but de maintenir l'ordre pendant la période intérimaire prévue au départ pour durer cinq ans. Elle a lancé une campagne de répression contre les dirigeants islamistes et les activistes de tous bords. »

Mais n'obtenant que des miettes lors des négociations successives l'ANP fut de plus en plus dans l'embarras. « Face au mécontentement populaire grandissant, elle s'est retrouvée confrontée à un dilemme : continuer à être la "voix de son maître" ou répondre aux besoins et à la volonté de son peuple. »



Chien de garde

« Israël deviendra le chien de garde. Il n'y a aucune crainte qu'Israël entreprenne une politique agressive contre les pays arabes si c'était en contradiction avec les souhaits des USA et des Anglais. Mais si, pour n'importe quelles raisons, les puissances occidentales préfèrent parfois fermer leurs yeux, Israël pourrait punir un ou plusieurs de ses États voisins dont l'attitude discourtisive pour l'Ouest dépasserait les limites de l'acceptable. »

Haaretz, aujourd'hui encore grand quotidien israélien, en septembre 1951.

« Même s'il ne s'en vante pas ouvertement, Israël a entraîné des services aussi divers que la redoutable Savak iranienne, les forces de sécurité de Colombie, d'Argentine, d'Allemagne de l'Ouest, d'Afrique du Sud [blanche] et de plusieurs autres pays africains, dont la police secrète de l'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada. Les Israéliens ont également formé la police secrète de l'homme fort du Panama récemment renversé, Manuel Noriega »

Déclaration d'un agent du Mossad

Or ce mécontentement est d'autant plus grand que le chômage « frappe désormais 40 % de la population et le niveau de vie a chuté de 25 % en 7 ans » alors que celui des Israéliens augmentait.

Si les Israéliens purent ainsi imposer leurs conditions aux Palestiniens, c'est qu'ils bénéficient du soutien inconditionnel des « États-Unis qui ont adopté la position des Israéliens : obtenir un traité de paix avant d'effectuer un retrait partiel des territoires occupés. » Les exemples montrant l'appui américain à Israël sont innombrables. Ainsi le 15 novembre 2000, « le jour même où l'armée israélienne venait de tuer huit personnes, le président Clinton a demandé au Congrès d'accorder une aide militaire américaine de 450 millions de dollars à Israël » et « la secrétaire d'État Madeleine Albright a estimé que les résolutions concernant les réfugiés ne devaient pas être prises en considération, parce qu'elles étaient 'démodées'. »

Un tel processus fondé sur un marché de dupes consistait à repousser constamment un accord sur le statut final des territoires palestiniens et « revenait en fait à enlever aux Palestiniens leurs territoires avec leur 'approbation' tout en leur promettant de leur accorder 'généreusement', par la suite, ce qui leur appartenait. »

« Lorsque le moment de vérité a sonné à Camp David, Israël a énoncé ses quatre 'lignes rouges' : pas de retour aux frontières de 1967, pas de démantèlement des colonies, pas de retrait de Jérusalem et pas de souveraineté palestinienne. » Finalement à l'automne 2000 « la seconde Intifada a mis fin à l'illusion du succès des accords d'Oslo. »

Apartheid ?

Selon l'auteur, les différents accords signés entre Israël et l'OLP ont abouti à une situation comparable à celle de l'Afrique du Sud. « Le contrôle par les Israéliens des ressources en eau et de la fourniture en électricité, leur activité économique et leurs investissements croissants dans les implantations et les zones industrielles qui en sont proches, ont introduit un système de type apartheid dans les trois ou quatre bantoustans cernés par des implantations et des postes militaires. » De plus, « durant les sept longues années du processus de paix, deux législations ont prévalu en Palestine : l'une pour les Juifs, l'autre pour les Palestiniens. Les Juifs ont eu la liberté de circuler, de construire et de se développer, tandis que les Palestiniens ont été entassés dans des bantoustans. »

Cette situation concerne également les Palestiniens ayant la citoyenneté israélienne qui constituent un cinquième de la population. « En Israël, un enfant arabe sur deux

vit au-dessous du seuil de pauvreté et la moitié des enfants pauvres sont arabes. »

Cependant on peut reprocher à l'auteur de ne pas percevoir une différence essentielle entre la situation actuelle des Palestiniens et celle des Noirs d'Afrique du Sud. Ceux-ci étaient indispensables au fonctionnement de l'économie sud-africaine. Lorsqu'ils déclenchaient une grève générale le pouvoir blanc était profondément ébranlé. Aujourd'hui peu de Palestiniens travaillent pour l'économie israélienne notamment dans les secteurs stratégiques. Les Israéliens peuvent donc se permettre fréquemment le « bouclage » des territoires occupés et les grèves générales suivies par les Palestiniens ont essentiellement une valeur symbolique. D'ailleurs Bishara reconnaît que « depuis les accords d'Oslo, la main d'œuvre palestinienne a été de plus en plus exclue du marché du travail israélien et la politique de séparation est devenue ségrégation » et que « les Israéliens ont imposé l'obtention d'un permis de travail aux Palestiniens voulant travailler en Israël, dont le nombre est passé de ce fait de 116 000 en 1992 à 28 500 en 1996. »

Cette différence entre l'apartheid sud-africain et la situation de la Palestine est fondamentale. Ne pouvant briser le système économique israélien les Palestiniens ne disposent que de moyens limités, parfois dérisoires, pour lutter contre une des armées les plus puissantes de la planète. Cela explique aussi que les attentats reçoivent le soutien d'une partie de la population privée de toute perspective de lutte politique de masse. Malgré leur résistance héroïque exprimée par les deux Intifadas, les Palestiniens n'ont donc probablement pas les moyens, seuls, d'abattre le système colonial qu'est Israël. Les soutiens extérieurs qu'ils peuvent recevoir, notamment des travailleurs et des autres populations arabes sont indispensables dans leur combat pour recouvrer leur terre et leur liberté.

Dans une interview accordée au journal *l'Humanité*, le 21 avril 2001, Bishara expliquait que « la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens est une sorte de laboratoire pour la nouvelle guerre du XXI^e siècle, la guerre asymétrique. C'est-à-dire comment l'Occident peut frapper et gagner la guerre contre des groupes, des communautés ou des résistances en Amérique latine, ou bien comme les Palestiniens, impliqués dans la guerre asymétrique. C'est si donc une logique de guerre. Et il faut maîtriser cette guerre asymétrique. C'est ce que fait Israël vis-à-vis des Palestiniens. C'est inquiétant, car cette politique va amener à l'insécurité et à l'instabilité ». Cette analyse prend aujourd'hui toute sa portée quand on pense à la nouvelle guerre « sainte » que prépare Bush junior contre l'Afghanistan et le régime des Taliban.